



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

REPUBLIQUE DU MALI

Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 4-9 mars 2013

Date du document : mai 2013

No. du Projet: 1356

No. du rapport: 3045-ML

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

| | | |
|----|---|----|
| A. | Introduction | 1 |
| B. | Évaluation d'ensemble de l'exécution du PIDRK | 2 |
| C. | Produits et réalisations | 3 |
| D. | Avancement de l'exécution du PIDRK | 10 |
| E. | Aspects fiduciaires | 15 |
| F. | Durabilité | 20 |
| G. | Autres aspects | 20 |
| H. | Conclusion | 21 |

Appendices

| | | |
|--------------|--|----|
| Appendice 1: | Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes | 23 |
| Appendice 2: | Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats | 27 |
| Appendice 3: | Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus | 35 |
| Appendice 4: | Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI, au 28 février 2013. | 37 |
| Appendice 5: | Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante | 43 |
| Appendice 6: | Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement | 49 |
| Appendice 7: | Gestions des savoirs : apprentissage et innovation | 51 |

A. Introduction¹

1. Le Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal (PIDRK) est mis en vigueur le 20 juillet 2007 pour une durée de 7 ans et avec comme dates d'achèvement et de clôture respectivement le 30 septembre 2014 et le 31 mars 2015.
2. Le PIDRK est co-financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA)², le Gouvernement Malien et des bénéficiaires pour un coût total de 22, 83 millions USD dont : (i) 11,34 millions USD pour le prêt FIDA, (ii) 5,4 millions USD pour le prêt BOAD, (iii) 3,50 millions USD pour le don FSB, (iv) 2,7 millions USD comme contrepartie de l'Etat et, (v) 0,26 millions USD comme contribution des bénéficiaires.
3. L'objectif général du programme est de contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des communautés vivant dans la région de Kidal. La zone d'intervention prioritaire du Programme comprend six des onze communes que compte la région de Kidal, il s'agit de Anefif, Essouk et Kidal dans le cercle de Kidal, Adjel'Hoc et Tessalit dans le cercle de Tessalit et Abeibara dans le cercle du même nom. Il interviendra également dans toute la région, notamment dans les zones latérales du Tilemsi et du Tamesna pour prendre en compte le mode traditionnel d'exploitation nomade des pâturages.
4. Les activités du Programme s'articulent autour de 5 composantes : (i) appui à la valorisation du potentiel pastoral ; (ii) amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables ; (iii) amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; (iv) renforcement des capacités des acteurs et genre ; et (v) gestion et suivi-évaluation des activités du Programme.
5. L'objectif de la présente mission était d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des activités programmées dans le cadre du PTBA de 2012 et de déterminer les activités réalisables dans le contexte actuel et à moyen terme en fonction des évolutions de la situation.
6. Avec le redéploiement de l'UGP à Bamako du fait de la situation sécuritaire dans la zone du programme, la mission a limité ses travaux à des séances d'entretiens avec différents acteurs : (i) le Commissariat à la Sécurité Alimentaire, (ii) un groupe d'élus de la région de Kidal, (iii) l'équipe du projet, (iv) les partenaires du projet (DRPIA, DRA, DRSV, DRH, OMS, Académie d'Enseignement, FENASCOM, ANICT), et (vi) les ONG partenaires du programme (GARDL, AGIDE).
7. Le présent aide-mémoire a été discuté le jeudi 21 mars 2013 au cours d'une séance de restitution présidée par Monsieur le Commissaire à la Sécurité Alimentaire en présence des principaux partenaires du programme et différents acteurs. Une nouvelle réunion d'échanges avec le Commissaire à la Sécurité Alimentaire a eu lieu le 19 avril en présence de Philippe Rémy en mission au Mali.

¹ Sous la responsabilité de Philippe Rémy, Chargé de portefeuille (CPM) du Mali pour le FIDA, la mission était conduite par: Bakary Sékou Coulibaly, Chargé d'Appui au programme pays (CPO), FIDA à Bamako; et était composée de Fatogoma Diarra, Consultant expert en développement rural, FIDA ; Moulaye Tétra, Consultant International, expert financier, FIDA ; Dr Abdoulaye C. Haïdara, Consultant expert en santé publique, FBSA. Mamadou Nadio, Coordinateur CNPPF, MA ; Mme Diallo, Aissata Traoré, point focal FIDA au CSA.

² précédemment Fonds Belge de Survie.

8. La mission exprime sa satisfaction et ses remerciements au Gouvernement du Mali et à toute l'équipe du programme et leurs partenaires pour l'appui et la qualité des échanges. Elle remercie particulièrement les élus qui ont bien voulu effectuer le déplacement à Bamako pour rencontrer la mission.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du PIDRK

9. Le PTBA élaboré au titre de 2012 initialement retenu a été révisé pour ne retenir que des activités pouvant être exécutées malgré la situation d'insécurité, obligeant toutes les administrations incluant l'UGP, à quitter la région. Les activités ciblées ne devaient ni éveiller l'attention des groupes armés occupant la zone, ni conforter leur position vis-à-vis de la population locale. Le PIDRK a choisi, pour ce faire, des activités conduites par des partenaires utilisant des ressources humaines locales.

10. Le choix des activités s'est opéré dans le cadre des interventions des Clusters « Santé », ³ « Sécurité alimentaire », « Nutrition » et « Eau-hygiène, Assainissement ». Le PTBA révisé a été mis en œuvre au travers de protocoles de collaboration signés principalement avec des ONG locales pour l'exécution des activités de la composante agro-pastorale et avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'exécution de la composante santé.

11. Dans le cadre de l'appui à la valorisation du potentiel pastoral, la collaboration avec une ONG locale et des auxiliaires de santé animale toujours en activité a permis de toucher 9.000 ménages et de vacciner 180.000 têtes de bétail.

12. Dans le domaine de l'amélioration et de la diversification des revenus des groupes vulnérables, un appui très précieux a pu être apporté à des groupes de maraîchers déjà soutenus par le PIDRK sous forme de semences, de plants d'arbres fruitiers et de petit matériel agricole.

13. Le PIDRK a planifié dans sa composante 3. Amélioration de l'accès aux services sociaux de base, la construction et l'équipement de 5 CSCom⁴ dans des aires de santé, déjà retenues par les autorités régionales de la santé, en collaboration avec les communes et les communautés qui y vivent, ainsi que la réhabilitation d'un autre CSCom afin de rapprocher les soins des communautés dans une région très vaste et où la densité de la population est l'une des plus faibles du pays. Le Programme a contribué en 2012, malgré l'occupation de la zone, au fonctionnement et à l'approvisionnement en médicaments de ces CSCom.

14. Seuls 3 CSCom ont donc pu reprendre leurs activités en novembre 2012, après l'envoi par l'OMS des techniciens, des kits de médicaments et de consommables. Il s'agit d'Aliou et Etambar, dans la ville de Kidal, et de celui d'Aghabo qui est situé à 45 km de Kidal. Le CSCom d'Aghabo a été fermé à nouveau en janvier 2013 après le déclenchement de l'offensive militaire. Quant aux 2 CSCom nouvellement construits (Intibzaz et Tassik), et dont les équipements avaient été commandés et livrés par l'OMS en décembre 2012, ils n'ont pas pu démarrer leurs activités à cause d'un niveau élevé d'insécurité pour les agents de santé lié aux mouvements importants des bandits armés, aggravés, par la suite, par l'intensité des opérations militaires. Les appuis apportés aux CSCom sont déterminants et très appréciés par la population locale.

15. Au plan fiduciaire, la mission a noté avec satisfaction que le Programme a su sécuriser les données administratives financières et comptables, ce qui a permis l'élaboration des situations de gestion nécessaires à la revue des aspects fiduciaires notamment l'analyse d'antériorité. A cet égard, il faut signaler que l'arrêté des comptes

³ Groupes de travail créés après le début de la crise par secteur d'intervention visant, sous la responsabilité du Gouvernement, à regrouper les partenaires techniques et financiers autour de stratégies d'intervention coordonnées.

⁴ Etambar, Aliou, Aghabo, Intibzaz, Tassik

2012 est en cours. La mission estime que les états financiers seront envoyés au FIDA avant le 31 mars 2013 et que l'audit sera réalisé en mai 2013.

16. Les taux de décaissement sur l'ensemble du projet est de 33% et se présente comme suit par bailleur : 37% pour le prêt FIDA ; 37% pour le don FBSA ; 13% pour le prêt BOAD et 51% pour l'Etat. La reconstitution des comptes spéciaux ne présente pas de distorsions pouvant mettre en cause la gestion des fonds reçus.

17. Les niveaux faibles de ces taux sont dus au retard accusé au démarrage du projet dans la mise en place des avances FIDA (2009) et BOAD (2010) et des perturbations dans la zone d'intervention du Programme qui n'ont pas permis une mise en œuvre normale des activités depuis son démarrage.

18. Le taux d'exécution du budget 2012, révisé suite au démarrage de la crise début 2012, s'élève à 90% et les taux respectifs par bailleur sont de 83% pour le FIDA ; 105% pour l'Etat, 84% pour le FBSA et 87% pour la BOAD. Ceci montre que le projet a été capable d'identifier des actions réalisables en partenariat avec des acteurs fiables dans un contexte pourtant difficile. Les taux par composante s'établissent comme suit : 79% pour Composante 1 ; 87% pour composante 3 et 104% pour Composante 3 et 90% pour Composante 4.

19. Le PIDRK a montré sa capacité à mettre en œuvre des partenariats efficaces pour apporter des appuis ciblés et pertinents aux populations rurales pauvres de sa zone d'intervention tout en favorisant la maintenance des infrastructures à leur disposition (CSCoM en particulier).

20. Le Mali est actuellement sous sanction vis-à-vis du FIDA depuis le 17 janvier du fait du non-remboursement de l'échéance de sa dette de novembre 2012. Cette situation interdit tout nouveau décaissement du FIDA en faveur du Mali. Cependant le PIDRK a une trésorerie suffisante pour fonctionner au moins au cours du 1^{er} semestre 2013. Un plan de rééchelonnement de la dette malienne sera présenté au Conseil d'Administration du FIDA le 11 Avril 2013. Ce plan permettrait le redémarrage des décaissements et permettrait aux projets supportés par le FIDA au Mali, dont le PIDRK, de mettre en œuvre leur PTBA sans contrainte et de les revoir à la hausse en fonction de l'évolution du contexte malien.

21. Les besoins dans les mois à venir seront gigantesques dans le Nord du Mali pour faire face aux besoins de la campagne agricole qui se profile, pour maintenir en état le cheptel et pour accompagner le retour des populations déplacées dans le Sud du pays ou à l'extérieur. Il est recommandé que le PTBA 2013 soit révisé à la hausse dès que la situation permettra d'intervenir de nouveau de façon sécurisée dans la région de Kidal.

C. Produits et réalisations

Composante 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral

22. L'objectif de cette composante est de valoriser les potentialités pastorales de la région pour améliorer la productivité du cheptel et des revenus tirés de l'élevage nomade. Les activités de la composante sont organisées à l'intérieur de trois sous-composantes : (i) l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales par l'aménagement des points d'eau pastoraux et la restauration des pâturages ; (ii) l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel par le renforcement des capacités d'intervention et des infrastructures de santé animale, notamment les parcs de vaccination ; et (iii) l'appui à la commercialisation du bétail et des produits agro-pastoraux par l'amélioration de l'accessibilité (ouvrages de franchissement) et le renforcement des infrastructures marchandes (marchés à bétail et aires d'abattage).

23. Les activités programmées au titre de l'année 2012 n'ont concerné que les deux premières sous-composantes: *Sous-composante « Amélioration de l'accès aux ressources pastorales »* : (i) finalisation des études hydrogéologiques et géophysiques pour la réalisation de 18 puits citernes et de 30 puits modernes ; (ii) finalisation de l'étude d'évaluation du potentiel de charge des parcours pastoraux, et *Sous-composante « Amélioration de la couverture sanitaire du cheptel »* : appui aux auxiliaires en santé animale du réseau privé d'appui sanitaire de proximité par la mise à leur disposition des produits vétérinaires et de l'appui conseil nécessaire.

24. Les études hydrogéologiques et géophysiques pour la réalisation des puits citernes et des puits modernes, et d'évaluation du potentiel de charge des parcours pastoraux avaient déjà fait l'objet de collecte de données et d'informations avant 2012. Le travail réalisé en 2012 a permis d'élaborer les rapports et DAO provisoires relatives à ces études ainsi que le rapport final de l'étude d'évaluation des parcours pastoraux.

25. La réalisation des puits, conformément aux modalités d'exécution de l'Accord de Prêt BOAD, est assujettie à la maîtrise d'ouvrage communale avec la gestion du financement par l'ANICT. L'application de ces dispositions pourrait engendrer des retards dans la réalisation complète de ces ouvrages avant l'achèvement du Programme prévu pour septembre 2014, suite à l'absence de l'ANICT et des autres administrations sur le terrain ainsi qu'à la non-opérationnalité des communes.

26. Le calendrier de leur retour ainsi que leur opérationnalité n'étant pas maîtrisés, il importe d'envisager des solutions alternatives pour le lancement des marchés d'exécution de ces ouvrages. La mission recommande la délégation de la maîtrise pour l'exécution des ouvrages (puits citernes et puits modernes) ainsi que celles des ouvrages de franchissement (tous sur financement BOAD) à l'Unité de Gestion du Programme (UGP). L'exécution des forages et des points d'eau fera l'objet d'un marché global sanctionné par un appel d'offre international pour éviter tout fractionnement qui serait préjudiciable à une bonne réalisation eu égard à la date (proche) d'achèvement du Programme, dès que l'UGP sera en mesure de retourner à Kidal.

27. En raison de l'importance que revêt la réalisation de ces points d'eau pour ces zones et compte tenu de la date limite de mobilisation des fonds de la BOAD, il est recommandé de procéder à la finalisation et au lancement des appels d'offres dès que les conditions requises seront réunies.

28. Pour ce qui concerne l'appui aux auxiliaires en santé animale du réseau privé, dans le cadre de l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel, le Programme s'est attaché les services de l'ONG AGIDE (Association pour la Gouvernance et les Initiatives de Développement) qui avait déjà été l'acteur de la mise en place du réseau privé d'appui sanitaire de proximité. Cette ONG dont les agents intervenant sur le terrain sont tous du milieu, a, conformément à un contrat de prestations signé avec le PIDRK, doté ces auxiliaires en santé animale de 180 000 doses de produits vétérinaires (comprenant 400 flacons d'ivermetine 1%, 400 flacons de tétracycline 20% et de 400 flacons de Stress vitamine/lobavit Plus) qui ont permis de traiter un effectif équivalent à 180.000 têtes (réparties comme suit : bovins 19.690 têtes, ovins 83.916 têtes, caprins 37.748 têtes et camelins 38.646 têtes) au niveau de 9 000 ménages, soit 23% du cheptel des 6 communes prioritaires concernées (Kidal, Anéfif, Essouk, Tessalit, Adielhoc et Abéïbara).

29. Cette opération a eu le mérite de permettre aux auxiliaires en santé animale de s'affirmer comme acteurs à part entière du secteur de l'élevage. L'opération, qui a connu un réel succès, est en cours de renouvellement au titre du PTBA 2013, en associant cette fois-ci aux soins curatifs déjà maîtrisés, la vaccination. Le suivi des opérations sera réalisé par les services vétérinaires de la région.

30. Dès que la situation se sera améliorée, les objectifs à atteindre en 2013 seront revus à la hausse dans un PTBA 2013 révisé.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|--|----------------|---------------|
| préparer les dossiers d'appel d'offres pour la réalisation des 18 puits et des 30 puits citernes en lieu et place de la maîtrise d'ouvrage communale | UGP/CSA/BOAD | Juin 2013 |

Composante 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables

31. Cette composante vise à financer des activités d'appui à l'élevage de petits ruminants, au développement des productions agricoles, à la conservation et à la transformation des produits et sous-produits agro-pastoraux et à la prévention/gestion des risques et des situations de crise. Ainsi, un fonds pour les initiatives génératrices de revenus a été mis en place et il est administré par un opérateur spécialisé. Les activités programmées en 2012 au titre de cette composante concernaient essentiellement la fourniture de semences maraîchères, de petits matériels et de plants d'arbres fruitiers à des bénéficiaires déjà encadrés par le Programme. Il s'agit de : 60 kg de semences d'oignons et 4,5 tonnes de pomme de terre pour 162 maraîchers ; 2.718 plants d'arbres fruitiers pour 190 bénéficiaires et de petits matériels (brouettes, râdeaux, arrosoirs) pour 40 bénéficiaires.

32. L'exécution de cette mission a été contractualisée avec l'ONG GARDL (Groupe d'Action/Recherche pour le Développement Local) déjà partenaire du Programme dans le cadre de l'animation des activités auprès des populations. La mission confiée à l'ONG a consisté en l'identification des bénéficiaires, l'acquisition de fournitures et leur distribution conformément aux critères suivants définis de commun accord avec le Programme : - l'exercice effectif du maraîchage par les intéressés ; - disponibilité de périmètres sécurisés avec points d'eau ; - absence de problèmes fonciers sur les périmètres, et - le choix de 45% des bénéficiaires choisis parmi les femmes pratiquant cette activité. L'identification des bénéficiaires a été réalisée à partir de leur recensement par des commissions mises en place par l'ONG au niveau de chacun des sites ciblés.

33. Les résultats recherchés ont tous été atteints. Globalement 46% de femmes ont bénéficié de l'appui, légèrement mieux que les 45% prévus.

34. Cette opération, à l'image du traitement des animaux par les auxiliaires en santé animale, a été bien conduite. Elle est, en ce moment, la seule source d'approvisionnement en produits maraîchers de la zone, avec la fermeture de la frontière avec l'Algérie et les difficultés liées au transport à partir de Gao. Son renouvellement, à la demande des bénéficiaires, est déjà pris en compte dans le PTBA 2013 qui comporte, en plus de l'appui à l'activité maraîchère, la dotation de ménages vulnérables en noyaux de petits ruminants (caprins) et la sécurisation de puits pastoraux.

35. Au titre de l'activité maraîchère, le PTBA 2013 prévoit la fourniture de semences (oignons, tomates, pomme de terre, carottes, laitue, pastèque, melon, aubergine, concombre, gombo, betterave), de 1200 vitro plants de palmier dattier et de matériels aratoires (brouettes, râdeaux, arrosoirs) aux maraîchers de Kidal, Adielhoc, Tessalit et Abeïbara ; et la sécurisation de 10 puits maraîchers (4 à Intékoi, 3 à Tanazrouf et 3 à Tessalit). Ces apports du Programme en faveur du maraîchage répondent au souci de diversification des sources de revenus des populations. Ils devront cependant faire l'objet de suivi à l'image des noyaux de petits ruminants. En l'absence d'un système de suivi opérationnel, le Programme devra, en rapport avec les services de l'agriculture, s'appuyer sur des paysans relais pour la collecte des informations relatives, notamment à la situation des producteurs et des productions au niveau des sites concernés.

36. En ce qui concerne la dotation de ménages en noyaux de petits ruminants, le PTBA 2013 prévoit de doter 40 ménages à raison de 20 caprins par ménage et dont le 1/3 est à rembourser au bout de la deuxième année. Les remboursements de trois ménages permettent ainsi de doter un nouveau ménage. L'effectif du noyau de 20 caprins repose sur l'évaluation du seuil de viabilité pastorale estimée entre 30 et 40 têtes ; l'apport du Programme (20 têtes) constitue le complément nécessaire à l'atteinte de ce seuil par ménage. L'opération doit être conduite par un partenaire privé assisté des auxiliaires en santé animale du réseau privé d'appui sanitaire de proximité. Le processus s'appuiera sur une commission de sélection des opérations (CSO) comprenant : l'opérateur, les leaders des sites et les représentants de la DRPIA. La commission s'occupera de l'identification des bénéficiaires selon les critères de vulnérabilité du milieu, de l'achat des caprins qui devront provenir des sites et de leur octroi aux ménages sélectionnés. Les bénéficiaires en attente, à servir à partir des premiers remboursements, devront également être identifiés et désignés à l'avance. Le processus, tel que prévu, repose sur le contrôle endogène de l'opération par la population.

37. Des opérations du même genre ont déjà été conduites, dans le cadre du PSARK, en faveur des populations de la même zone au sortir des années de grande sécheresse, sans que cela ne donne lieu aux remboursements attendus. Il est important que le processus en cours s'accompagne d'un système de suivi permettant d'assurer les remboursements requis. Le point focal d'un tel système qui devra fonctionner au-delà de l'existence du PIDRK, pourrait être la DRPIA en utilisant les compétences de la commission ayant piloté le processus. Toutefois dans les conditions actuelles, la mission recommande de ne pas lancer le processus et d'attendre que la situation sécuritaire permette la réinstallation des services de l'Etat et en particulier de la DRPIA dans la Région de Kidal.

38. Quant à la sécurisation des puits pastoraux qui est une activité très pertinente, le programme 2013 prévoit la sécurisation de six (06) unités dans les cercles de Kidal et Tessalit afin de prévenir les risques de crise d'eau.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|---|----------------|---|
| processus de création de noyaux de petits ruminants | PIDRK | attendre la réinstallation des services de l'Etat |

Composante 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base

Santé

39. Suite à l'invasion de la région de Kidal par les mouvements armés depuis janvier 2012, et le départ des agents de santé de la région, 5 CSCom ont fait l'objet de pillage (Etambar, Kidal central, Tessalit, Aghabo et Adiel hoc). Compte tenu du repli de l'administration et de l'UGP à Bamako, le PTBA 2012 a été révisé pour ne maintenir que des actions de grande nécessité pour la période allant de juillet à décembre 2012 : faire fonctionner les CSCom construits avec l'appui du programme (Intibzaz et Tassik) dans le cercle de Kidal, et contribuer à faire fonctionner les autres CSCom fermés pour raison d'insécurité.

40. Les activités de santé-nutrition-VIH retenues ont ciblé des appuis, dans plusieurs domaines, au CSRéf de Kidal et 6 CSCom (Abeibara, Tassik, Intibzaz, Aghabo, Aliou et Etambar). Il s'agit d'appuis en : (i) personnels qualifiés, (ii) équipements indispensables pour les 2 nouveaux CSCom construits et des équipements complémentaires pour les autres CSCom, (iii) approvisionnement en médicaments essentiels génériques contre les maladies prioritaires, (iv) moustiquaires imprégnées d'insecticides (MII) dans le cadre de la lutte contre le paludisme, (v) renforcement des activités de nutrition et du programme élargi de vaccination. Compte tenu de la présence et des interventions de l'ONG/MDM Belgique dans le CSRéf de Kidal et dans des CSCom relevant des trois autres districts

sanitaires (Tessalit, Abeibara et Tin-Essako), un réaménagement a été fait pour n'intervenir que dans 5 CScCom du district sanitaire de Kidal, notamment Tassik, Intibzaz, Aghabo, Aliou et Etambar.

41. Pour la mise en œuvre de ces activités, le PIDRK a signé un accord de coopération avec l'OMS pour une durée de 6 mois. Dans ce cadre, plusieurs activités pré-réquisées ont été réalisées par l'OMS en collaboration avec l'UGP, les responsables de la Direction nationale de la santé, les représentants de l'Ordre des Médecins du Mali, le représentant de la FENASCOM et les directeurs régionaux de la santé des trois régions du nord. Ces activités ont concerné l'information des partenaires clés pour obtenir leur engagement et implication dans la mise en œuvre des activités ; l'organisation d'un atelier de détermination de la liste des médicaments, équipements et autres intrants à acheter ; les procédures de commande des équipements et intrants ; les procédures de recrutement des agents de santé ; et les dispositions à prendre pour la mise en route et l'installation des agents recrutés sur le terrain.

42. Quatre équipes ont été identifiées pour le suivi des activités du programme, dans le cadre de cette coopération avec l'OMS, à savoir : (i) une équipe de supervision nationale composée de représentants du PIDRK/FIDA, de la FENASCOM, du Conseil de l'ordre des médecins, du Ministère de la santé et du Ministère de l'Action Humanitaire, de la Solidarité et des Personnes Agées ; (ii) une équipe du PIDRK composée des agents opérant sur le terrain ; (iii) une équipe constituée des référents locaux⁵ évoluant sur le terrain ; et (iv) toute équipe constituée par l'OMS dans le cadre d'une mission humanitaire sur le terrain.

43. La signature de l'accord de coopération entre le PIDRK et l'OMS, prévue en juillet 2012, n'a été finalement effective qu'en Août 2012. Ce retard, dans le démarrage des activités, s'explique par la série de concertations tenues par les deux parties pour la mise en place des arrangements (élaboration du cadre logique, détermination des responsabilités et planification des activités) nécessaires à la mise en œuvre des activités. Les deux parties ont donc signé un avenant pour prolonger la durée de mise en œuvre des activités jusqu'en fin juin 2013 au lieu de décembre 2013.

44. Pour la réalisation des activités de santé du Programme dans la région de Kidal, l'OMS a recruté 11 agents de santé, dont 5 techniciens supérieurs de santé et 5 sages-femmes ou infirmières obstétriciennes pour assurer le fonctionnement de 5 CScCom retenus par le PIDRK, et 1 médecin pour coordonner les activités desdits CScCom. Parmi ces CScCom relevant du district sanitaire de Kidal, 2 sont dans la ville et les 3 autres sont dans des aires de santé à des distances respectives de 45, 50 et 100 km de Kidal. Au-delà des activités précisées dans l'accord de coopération avec l'OMS, les agents recrutés ont été chargés de mettre en œuvre les activités du Paquet Minimum d'Activités (PMA), dans chacun des CScCom ciblés, conformément aux directives de la politique sectorielle de santé du Mali.

45. Compte tenu de l'impossibilité de démarrer les activités dans les 2 nouveaux CScCom construits pour des raisons d'insécurité pour les agents de santé, lesdits personnels recrutés pour les deux centres ont été réaffectés au CSRéf de Kidal et au CScCom d'Anefis pour renforcer leurs équipes.

46. Selon le responsable de la santé du programme, les points focaux du programme à l'OMS et le Président de la FERASCOM de Kidal, la plupart des activités curatives ont pu être mises en œuvre dans les 3 CScCom du district sanitaire de Kidal, avant la fermeture de celui d'Agabo. Ces activités se poursuivent dans les 2 CScCom de la ville de Kidal, mais malheureusement des ruptures en médicaments ont été signalées par ces CScCom, car la commande faite par l'OMS n'était pas encore arrivée à Bamako en décembre. Ces médicaments et consommables sont arrivés actuellement et des dispositions sont prises pour leur acheminement à Kidal selon le responsable de l'OMS chargé des médicaments.

⁵ Points focaux représentant la Direction Nationale de la Santé.

47. En matière de prévention, le dispositif planifié n'a pas bien fonctionné. En effet, dans le domaine de la vaccination, les premiers frigos électriques/solaires commandés par l'OMS et rendus disponibles à Bamako, n'ont pas été conformes aux normes requises par la chaîne de froid. L'OMS a été obligée de lancer une autre commande pour l'obtention des frigos mixtes adaptés. Les responsables du Programme ont souhaité des frigos, type mixte (solaire et à gaz), à cause de la disponibilité du gaz à Kidal à moindre coût, et son éventuelle utilisation en cas de panne sur l'installation photovoltaïque. Ces frigos sont disponibles à l'OMS et devraient être acheminés dès que possible.

48. Les difficultés constatées, pour assurer les activités préventives telles que les vaccinations en centre fixe et en stratégie avancée, et la crainte des résurgences de certaines épidémies, ont conduit l'OMS à réaliser des séances de vaccination au cours des différentes missions humanitaires. Il faut reconnaître que ces missions humanitaires n'étaient pas régulières comme l'OMS l'aurait souhaité à cause de la situation d'insécurité. Les autres activités préventives (consultations prénatales) n'ont pas été assurées en dehors de Kidal ville à cause des difficultés pour les infirmières obstétriciennes et les sages-femmes à se déplacer. La dotation des CSCoM, en moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) par l'OMS pour la prévention du paludisme, n'a pas été réalisée jusqu'à ce jour, mais les mesures sont en cours actuellement pour leur acheminement.

49. Suite à la lettre circulaire du Gouvernement instruisant l'application de la gratuité des soins dans les régions occupées, et contrairement aux CSCoM des deux autres régions (Gao et Tombouctou) qui ont préféré maintenir le système de recouvrement des coûts tout en réduisant les prix des médicaments et les coûts de prestation, toutes les prestations sont gratuites dans les CSCoM de la région de Kidal. Le système de recouvrement n'a pas pu être appliqué dans la région de Kidal, selon le médecin du Programme, en raison de la présence de MDM Belgique qui applique déjà la gratuité dans tous les CSCoM et le CSRéf, où il est le seul partenaire technique. Il était difficile pour le programme de faire le contraire au risque d'être confronté à une sous fréquentation, voire un abandon des CSCoM appuyés par le PIDRK.

50. Le Président de la FERASCOM de Kidal rencontré à Bamako a reconnu les conséquences néfastes de l'application de la gratuité après plusieurs années de participation des communautés aux dépenses de la santé à travers le système de recouvrement des coûts. Cette fédération se propose, très prochainement, de recommencer à appliquer le système de recouvrement des coûts tout en adoptant une approche progressive allant de l'application des prix réduits pour atteindre, à moyen terme, les différents coûts qui étaient appliqués avant la crise du nord.

51. Pour les activités de nutrition, il s'est agi de fournir des équipements de dépistage de la malnutrition aigüe et des intrants (rations sèches) pour la récupération nutritionnelle, mais lesdits équipements ne sont arrivés qu'en début janvier 2013, en même temps que les médicaments et les moustiquaires, et sont en voie d'acheminement sur Kidal. Néanmoins, quelques activités de dépistage et de prise en charge thérapeutique ont été mises en œuvre, dans les 3 CSCoM de Kidal, en utilisant les équipements de nutrition contenus dans les Kits fournis par OMS.

52. Dans le domaine de la gestion de l'information, les rapports trimestriels attendus des CSCoM n'ont pas pu être acheminés en raison des difficultés de transmission par voie électronique (circuit habituel) liée à la non fonctionnalité de l'administration des services de santé (direction régionale de la santé) chargée de la compilation et la transmission des rapports de l'ensemble des CSCoM, du niveau régional vers le niveau central. Cette situation n'a pas permis de faire le bilan des activités et des résultats obtenus. L'OMS est en train de collecter des données qui vont être exploitées et feront l'objet d'une publication avant la fin du semestre.

53. La collaboration entre le PIDRK et l'OMS a permis de démarrer les activités, aussitôt après la signature de l'accord de coopération, par le briefing des 11 agents recrutés dans plusieurs domaines ; à savoir : la synthèse des activités du PIDRK, les

descriptions des différents postes de travail, l'utilisation des outils de collecte, les missions humanitaires, la sécurité en situation d'urgence et humanitaire et l'éthique. Ce briefing a été animé par des responsables de l'Ordre des médecins du Mali, la FENASCOM, le PIDRK, le chargé de sécurité du PNUD et l'OMS. Cette coopération a permis également de disposer des équipements médicaux et des mobiliers de haute qualité pour les 2 CSCoCom nouvellement construits ainsi que des médicaments essentiels de qualité plus sûre, et en quantité plus importante en raison des prix plus compétitifs que ceux des distributeurs nationaux. Par contre, des difficultés de gestion ont été constatées au niveau de l'OMS liées à la lenteur administrative et aux mesures de prudence à prendre en raison de l'insécurité sur le terrain.

54. Le fonctionnement des CSCoCom appuyés par le PIDRK a contribué de manière significative à soulager les populations qui sont restées dans la ville de Kidal. Il est cependant important de souligner que la continuité des activités dans ces CSCoCom risque d'être compromise si des mesures ne sont pas prises pour assurer la disponibilité des agents volontaires recrutés par l'OMS. En effet, les contrats de ces agents s'achèvent fin mars 2013. Il faut envisager de prolonger la durée de leur contrat pour la période allant d'Avril à décembre 2013. Il est certain qu'en cas de non-retour de l'administration et des personnels étatiques de la santé et sans renouvellement desdits contrats, les CSCoCom seront fermés et les communautés abandonnées à elles-mêmes sans couverture sanitaire.

55. Il est souhaitable que l'UGP soumette à l'OMS dès la validation de l'Aide-Mémoire, dans le cadre de cette coopération en cours, la commande des équipements et mobiliers des 2 autres CSCoCom dont les travaux ont été achevés récemment. Cette procédure permettra d'éviter de passer par des sociétés nationales qui ont des difficultés à fournir des équipements de très bonne qualité, comme ceux obtenus par l'intermédiaire de l'OMS pour les deux premiers CSCoCom du PIDRK. La disponibilité de ces équipements à temps permettra aux communes concernées de procéder à l'ouverture de leurs centres dès le retour de l'administration. En effet les infrastructures de santé ne sont généralement pas des cibles de destruction dans la région et continuent à fonctionner sans grande difficulté. La fermeture des CSCoCom dans la région s'expliquent plutôt par le manque de personnel.

56. Compte tenu de la disponibilité des fonds mis à la disposition de l'OMS dans le cadre de l'accord de coopération signé en Août 2012, un avenant avait été signé entre le PIDRK et l'OMS pour la prolongation des activités jusqu'en juin 2013 au lieu de fin mars 2013. Les activités retenues dans le PTBA 2013 vont être poursuivies en mettant l'accent sur l'ouverture des 2 CSCoCom construits pour lesquels les équipements sont déjà disponibles à Kidal. Les autres activités liées aux travaux de construction des logements, de réalisation des points d'eau, d'achat et d'installation des kits solaires pour les 4 CSCoCom pourront faire l'objet d'une programmation révisée probable du PTBA 2013 au cours du mois de juin, si les conditions sécuritaires sont réunies pour les zones concernées.

57. Dans le domaine de la formation des 12 jeunes filles en soins obstétricaux, le constat a montré qu'elles ont toutes réussi leur examen de fin d'année 2010-2011 à l'école des infirmiers de Gao, et devraient poursuivre leur formation en deuxième année 2011-2012. Malheureusement l'école a été fermée durant le reste de l'année 2012 et les élèves ont quitté la ville Gao. Les cours ont débuté en novembre 2012 et 6 élèves sont en train de suivre les cours. Le programme poursuit ses efforts pour retrouver les 6 autres.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|---|----------------|---------------|
| préparer les dossiers d'appel d'offres pour la réalisation des 18 puits et des 30 puits citernes en lieu et place de la maîtrise d'ouvrage communale. | CSA/BOAD | Immédiat |
| Assurer la disponibilité des 11 agents de santé | PIDRK/OMS | Immédiat |

| | | |
|--|-----------|------------|
| contractuels d'avril à décembre 2013 pour la continuité des soins de qualité dans les 5 CScCom | | |
| Procéder à la commande des équipements, mobiliers et moyens logistique pour les 2 autres nouveaux CScCom qui viennent d'être achevés à Telabiti et Tin Essako avec l'appui de l'OMS. | PIDRK/OMS | Avril 2013 |
| Collaborer avec les communes des aires de santé de Tassik et Intibaz pour l'ouverture des 2 nouveaux CScCom relevant de leurs communes respectives. | PIDRK | Mai 2013 |
| Doter les CScCom de Tassik et Intibaz en équipements, mobiliers et moyens logistiques qui ont été déjà livrés par l'intermédiaire de l'OMS à Kidal pour la mise en œuvre du PMA | PIDRK | Mai 2013 |
| Renforcer la collaboration CNPPF/PIDRK par la poursuite de l'affinement des outils de travail à partir du logiciel acquis à Bamako de l'Assistant en Suivi-évaluation du PIDRK. | PIDRK | Immédiat |

Composante 5 : Gestion et Suivi-Evaluation

58. Depuis janvier 2011, le poste du Responsable de Suivi-évaluation reste vacant. Le suivi des activités est réalisé par les responsables des différentes composantes, en relation avec les services publics de l'Etat. Un logiciel de suivi-évaluation a été acquis, assorti d'une formation des différents cadres à son utilisation. Pour une meilleure exploitation du logiciel dont l'utilisation n'est toujours pas effective, la mission recommande un renforcement à Bamako, de l'Assistant en Suivi-évaluation du PIDRK, pour poursuivre l'affinement des outils de travail à partir du logiciel acquis.

59. Dans le domaine de la gestion de l'information, les rapports trimestriels attendus des CScCom n'ont pas pu être acheminés en raison des difficultés de transmission par voie électronique (circuit habituel) liée à la non fonctionnalité de l'administration des services de santé (direction régionale de la santé) chargée de la compilation et la transmission des rapports de l'ensemble des CScCom, du niveau régional vers le niveau central. Cette situation n'a pas permis de faire le bilan des activités et des résultats obtenus. L'OMS est en train de collecter des données qui vont être exploitées et feront l'objet d'une publication avant la fin du semestre.

60. Le programme devra faire les efforts nécessaires pour collecter les informations dues par les partenaires du projet (ONG et OMS) et pour prévoir un dispositif de suivi-évaluation effectif dès la reprise des activités dans la région.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|---|----------------|---------------|
| Renforcer la collaboration CNPPF/PIDRK par la poursuite de l'affinement des outils de travail à partir du logiciel acquis à Bamako de l'Assistant en Suivi-évaluation du PIDRK. | PIDRK | Immédiat |

D. Avancement de l'exécution du PIDRK

61. Le PIDRK, au sortir de la revue à mi-parcours en fin 2011, n'a pas pu véritablement organiser et exécuter, dans des conditions normales, l'ensemble des activités liées à la réalisation de ses objectifs, à cause de l'insécurité qui s'est généralisée sur toute la zone d'intervention, entraînant le repli sur Bamako de l'équipe du Programme. En dehors de cette insécurité, l'état d'exécution des activités a très peu évolué par rapport à la situation à mi-parcours. Il se présente comme suit :

Composante 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral

62. Au titre de l'amélioration de l'accès aux ressources pastorales, les activités menées ont concerné : (i) la poursuite des études hydrogéologiques et géophysiques de réalisation des 18 puits citernes et des 30 puits modernes ; (ii) 29 puits pastoraux sur 30 ont été réalisés, soit 97% ; (iii) 65 ha de parcours pastoraux ont été ensemencés sur une prévision de 125 ha, soit 52%.

63. Pour l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel, les activités menées ont porté sur : (i) les études techniques de réalisation des parcs de vaccination ; (ii) la construction de 3 parcs de vaccination sur 10 prévus (à Kidal, Anefif et Tin Essako), soit 30% ; (iii) la réalisation des études thématiques relatives aux techniques et pratiques traditionnelles d'élevage camelin, à la médecine vétérinaire traditionnelle et aux causes des avortements dans les espèces camélines et caprines de la région ; et - l'appui effectif aux auxiliaires en santé animale du réseau privé d'appui sanitaire de proximité en matière de fourniture de produits et de conseils en vue de leur intervention pour l'amélioration de l'état sanitaire du cheptel.

64. S'agissant de l'appui à la commercialisation du bétail et des produits agro-pastoraux, les activités réalisées sont : (i) l'acquisition de la totalité des 5 téléphones satellitaires prévues pour le système d'information sur les marchés ; (ii) la construction de 2 marchés à bétail à Boghassa et à Adielhoc sur une prévision de 5 marchés à bétail, soit 40% ; et (iii) l'exécution de l'étude sur l'organisation d'un plaidoyer/lobbying en faveur du commerce transfrontalier du bétail.

65. Au titre des activités génératrices de revenus, les activités réalisées ont concerné le recrutement et l'installation de l'opérateur spécialisé ainsi que le financement sur le FIDA de 49 projets d'appui aux pasteurs, aux jeunes et aux femmes pour un montant de 113 M FCFA. De plus, sur le financement d'une subvention de la Direction du Développement et de Coopération suisse (DDC), 364 microprojets de commercialisation du bétail, de l'embouche et du commerce général, ont été financés pour un montant de 147 M FCFA. Sur une prévision de 120 projets (10 projets par cercle (4) sur 3 ans) à financer, 413 ont été réalisés à hauteur de 260 M FCFA, soit 344%.

Composante 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables

66. Au titre des activités génératrices de revenus, les activités réalisées ont concerné le recrutement et l'installation de l'opérateur spécialisé ainsi que le financement de 30 microprojets de commercialisation de bétail sur une prévision de 75, soit (40%).

67. Sur le plan production agricole, les activités menées ont porté sur : (i) l'étude prospective sur les spéculations agricoles ; (ii) l'acquisition et la mise en place de 2.550 vitro plants de palmier dattier sur 3500 prévus (soit 72,85 %) et 5127 arbres fruitiers sur 8.000 prévus (soit 64%) ; (iii) la réalisation de 13 puits maraîchers sur 20 puits prévus, soit 65% ; et (iv) l'organisation de véritables campagnes de production maraîchère en 2012 et 2013, avec la fourniture de semences de diverses espèces maraîchères.

68. Concernant la gestion et l'atténuation des risques, les activités suivantes ont été menées : (i) la réhabilitation d'un barrage et la protection des berges d'oueds ; (ii) le surcreusement et la sécurisation de 3 puits maraîchers ; (iii) le transport de 100 personnes venant de Libye sur Gao et de 23 familles de Kidal à Ménaka ; (iv) l'appui en carburant pour le ravitaillement en eau des populations d'Aguelhok ; (v) la mise en place d'une centrale d'achat d'aliments bétail de 200 Tonnes ; (vi) l'appui au transport d'eau par citerne pour l'alimentation en eau du bétail et des populations dans les communes de Kidal et Adielhoc ; et (vii) le lancement en 2013 d'une opération de dotation de ménages vulnérables en noyau de caprins (20 caprins par ménage).

69. En matière de renforcement des capacités, les réalisations ont porté sur : (i) le recrutement et le déploiement des deux opérateurs d'appui à la zone d'intervention (Kidal-Tin Essako, Abeïbara-Tessalit) ; (ii) les formations en faveur de 749 personnes dont 258 femmes ; (iii) la formation sur l'utilisation des outils d'enquête SYGRI au profit de 10 jeunes ; (iv) la formation de 85 bénéficiaires de micro-projets aux techniques et à la gestion de leurs micro-projets ; (v) la formation en suivi-évaluation de l'équipe de l'UGP, du Responsable FIGR, de 14 animateurs, de 2 chefs d'équipes et de 2 gestionnaires ; (vi) la réalisation de plusieurs études concernant : l'élaboration de 11 schémas d'aménagement communaux sur 11 prévus ; l'étude de référence sur la mobilisation des ressources fiscales des collectivités territoriales ; l'étude de référence sur la pauvreté ; et la construction de 3 locaux de radio sur 6 et la réalisation de campagnes de sensibilisation à travers la radio locale TISDAS.

Santé, nutrition et lutte contre le VIH-SIDA

70. L'objectif de la sous composante santé nutrition est d'améliorer l'accès des populations aux services de santé afin de contribuer à : (i) réduire la morbidité et la mortalité infantile et infanto juvénile en apportant une réponse aux problèmes posés par les IRA⁶, les diarrhées, le paludisme, la malnutrition, les maladies transmissibles (VIH/SIDA en particulier) et la tuberculose ; et (ii) réduire la morbidité et la mortalité maternelle et néonatale, grâce à l'amélioration des soins maternels, obstétricaux et au renforcement de la lutte contre les carences nutritionnelles.

71. Comme indiqué dans le document de la politique sectorielle de santé, les réalisations ont porté d'abord sur l'approche communautaire qui a pour objectif de mieux préparer les communautés sédentaires et nomades des 2 aires de santé prioritairement ciblées, à s'auto-approprier le processus de création et de gestion des CSCom. Cette approche est axée sur la sensibilisation des populations, afin qu'elles soient bien informées sur les orientations de la politique sectorielle de santé qui mettent l'accent sur la participation des communautés à la création et la gestion des CSCom ; à la mise en place de ses organes de gestion, notamment les Associations de santé communautaire (ASACO) et les comités de gestion (COGES), et l'application du système de recouvrement de coûts comme mode de participation des communautés au financement de la santé.

72. En matière d'investissement, 2 CSCom ont été réalisés respectivement à Intibzaz et Tassik et 1 autre a été réhabilité à Abeïbara, avant la période de la revue à mi-parcours (novembre 2011). Les travaux de construction des 2 autres CSCom, à Telabit et Tin-Essako, en cours à la même période, viennent d'être achevés selon les entreprises, après plusieurs mois de retard par rapport aux délais. Ces 4 CSCom ont été finalement construits et clôturés et n'ont fait l'objet d'aucune destruction pendant cette crise.

73. Les marchés de construction des logements pour le technicien (infirmier chef de poste) et l'infirmière obstétricienne et le forage pour chacun des 4 CSCom, ainsi que le mur de clôture et les logements d'astreinte du CSCOM d'Abeïbara ont été attribués à des entreprises et les contrats respectifs ont été signés en novembre 2011. Ces travaux n'ont pas connu un début d'exécution en raison de l'insécurité qui était liée à l'occupation de la région par des mouvements armés. L'installation des panneaux solaires est également prévue, pour chacun des 5 CSCom ; les marchés ont été adjugés et les contrats ont été signés par les collectivités concernées.

74. la commande des 4 véhicules 4x4 ainsi que les matériels et équipements médicaux nécessaires, pour le fonctionnement des équipes mobiles polyvalentes, planifiée en 2011 a été abandonnée pour le moment en raison de l'insécurité qui prévaut dans la région avec les risques d'enlèvement desdits véhicules.

75. Plusieurs formations ont été réalisées, avant la revue à mi-parcours, en partenariat avec d'autres PTF, pour renforcer les capacités des collectivités et des services techniques dans les domaines suivants : (i) transfert de compétences du domaine de la

⁶ Infections Respiratoires Aigües

santé aux collectivités pour les élus et membres des structures de gestion des CSCOM; (ii) gestion du système d'information sanitaire par 21 agents de santé dont 3 femmes; (iii) protocole national de prise en charge de la malnutrition aigüe par 28 agents de santé dont 3 femmes ; (iv) gouvernance interne et gestion par 36 membres des ASACO dont 06 femmes ; (vi) relais communautaires par 21 agents (médecins, chefs de poste, des agents des services de développement social, animateurs du programme et des membres des ASACO); (vii) section « infirmière obstétricienne » par 12 femmes dans 6 communes ciblées par le Programme ; et (viii) prévention du VIH/SIDA par des responsables de l'UGP.

76. Des formations en Paquet Minimum d'Activités (PMA) et en prise en charge syndromique des IST-VIH/SIDA sont des formations non encore réalisées et qui sont indispensables pour assurer les soins et services de qualité dans les nouveaux CSCOM construits. Ces activités peuvent faire l'objet de planification et de réalisation dans le deuxième semestre de l'année 2013 si les conditions sécuritaires sont réunies. Il en est de même pour la formation des relais de chaque aire à planifier. Il faut cependant approfondir les réflexions pour identifier des moyens pour la motivation desdits relais, car leur utilisation semble être bénéfique pour la fréquentation des CSCOM, mais la situation de bénévolat qui leur ait réservée n'est plus à envisager.

77. Au cours des années 2010-2011, le Programme a appuyé financièrement les équipes des 4 Centres de Santé de Référence pour assurer les vaccinations en stratégie avancée ainsi que les missions de supervision intégrée et de monitoring des CSCOM relevant de chacun des 4 districts sanitaires. Un atelier régional de mobilisation sociale pour une meilleure fréquentation des CSCOM et le financement des caisses de solidarité pour la référence-évacuation de chacun des 4 districts, a été organisé au niveau régional afin de faciliter l'accès des femmes aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence. Ces activités qui devraient être poursuivies, pour améliorer la fréquentation des structures de santé, ont été arrêtées pour raison d'insécurité.

78. Dans le cadre de la poursuite des activités de cette sous composante santé, il faut que l'UGP prenne toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation dès que possible des logements des 4 nouveaux CSCOM et leur dotation en équipements. Il s'agit de créer les conditions optimales de motivation des agents de la santé pour garantir leur bon fonctionnement, en exigeant la mise en place des différents organes de gestion des CSCOM et l'application du système de recouvrement des coûts. Ces dispositions sont indispensables pour créer les conditions de durabilité comme dans les autres aires de santé des régions de Gao et de Tombouctou.

Education et formation

79. Les objectifs de la sous composante éducation sont essentiellement de : (i) contribuer à améliorer la scolarisation des enfants en milieu rural dans les zones couvertes par le programme ; et (ii) réduire les disparités de scolarisation entre les garçons et les filles. Il s'agit aussi de contribuer à l'insertion des jeunes sans emploi par le truchement de la formation professionnelle, en partenariat avec l'antenne du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) basé à Kidal, et en collaboration avec les Unités de Formation et d'Appui aux Entreprises (UFAE). Le Programme doit contribuer aussi à l'installation d'une partie des jeunes ayant bénéficié de ces formations dans la vie professionnelle.

80. Plusieurs réalisations ont été constatées avant la revue à mi-parcours, notamment l'organisation de plusieurs ateliers sur : le renforcement des capacités des collectivités et des comités de gestion scolaire (CGS) sur le transfert des compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales en matière d'éducation ; l'information sur les opportunités d'emploi et les besoins de formation professionnelle des jeunes dans la Région de Kidal ; des sessions de formation en direction de 50 directeurs d'écoles et 50 enseignants contractuels des CAP de Kidal et de Tessalit, en morale professionnelle, management

scolaire, genre, VIH/SIDA et hygiène- assainissement ; deux sessions de formation en transcription de la langue nationale Tamasheq à Tessalit et Kidal pour 12 enseignants du CAP de Tessalit, 23 enseignants du CAP de Kidal et 25 animateurs des Centres d'Alphabétisation.

81. Au cours de la même période, 2 campagnes de sensibilisation ont été financées en faveur de la scolarisation des filles, suivies en 2010 des appuis financiers à 11 communes de la région pour assurer le recrutement des enfants pour leur enrôlement dans les écoles. En matière de formation professionnelle, 66 jeunes ont été formés en novembre 2010 sur 200 jeunes prévus, soit 33%, dans les domaines du bâtiment, de la réparation/maintenance des équipements hydrauliques, de la restauration, du tissage/tapisserie et de la réparation des engins à deux roues.

82. Plusieurs constructions en cours, lors de l'évaluation à mi-parcours (novembre 2011), ont finalement été achevées avant de le déclenchement de la crise du nord. Il s'agit de 3 CED/Centres d'Education pour le Développement à Kidal, Adiel Hoc et Anéfif et de 3 CDPE/Centres de Développement pour la Petite Enfance (Kidal, Adiel Hoc et Amachach). Deux (2) écoles ont été partiellement clôturées à Kidal et Adiel Hoc ; et 9 classes ont été réhabilitées à Anéfif et Agharous. Dans le domaine des équipements, 8 écoles ont été dotées d'équipements de cantine et 8 autres écoles en milieu rural ont reçu des matériels audiovisuels.

83. Il faut noter par ailleurs qu'à la même période 3 centres d'alphabétisation étaient au stade de finition des travaux, notamment à Tessalit, Tinessako et Adiel Hoc. Plusieurs autres marchés ont été adjugés, les contrats ont été signés et les signatures des conventions entre l'ANICT et les collectivités territoriales bénéficiaires étaient en cours avant le déclenchement de la crise du nord. Elles concernent les dortoirs des élèves du premier cycle vivant en milieu rural et les dortoirs pour ceux du second cycle à construire dans les grandes villes pour l'accueil des élèves venant de ce milieu, ainsi que les logements des enseignants et directeurs. Les marchés des équipements de ces différentes infrastructures sont également au même stade, dans les procédures de passation des marchés.

84. Les difficultés constatées dans la réalisation des travaux de construction étaient liées d'abord au décaissement tardif des premiers fonds du programme dans sa globalité (premier décaissement en juillet 2009) justifié par la situation d'insécurité, mais aussi et surtout à des retards d'exécution dans les travaux de réhabilitation et de construction des différents investissements. Ces retards peuvent s'expliquer par l'insuffisance de contrôle des travaux et des difficultés de gestion interne desdites entreprises. Il est important que l'UGP prenne toutes les dispositions, après le retour définitif de l'administration et la sécurisation des zones concernées, pour la reprogrammation de l'achèvement de toutes les constructions en cours ainsi que leurs équipements, en veillant à un suivi rigoureux pour éviter les retards dans leur exécution, mais aussi de garantir la qualité des travaux.

85. En attendant cette période, il est prévu dans le PTBA 2013, d'appuyer les communautés dans leur élan de reprise des cours dans certaines écoles. En effet, les communautés de Kidal et la commission régionale chargée de l'éducation ont entrepris l'ouverture de 4 écoles de la ville de Kidal qui totalisent 1072 élèves et 59 enseignants pour 22 classes. Il s'agit de renforcer ce système en dotant les 990 élèves du premier cycle et 82 élèves du second cycle de fournitures scolaires et les enseignants de matériels didactiques. Il est envisagé également de contribuer à cette reprise par un appui alimentaire afin de retenir les élèves dans les écoles qui proviennent de toute la région, et d'encourager les enseignants dont la plupart ne sont pas salariés. Ces activités sont pertinentes et méritent d'être prises en charge.

86. Les différents investissements, en matière d'infrastructures scolaires (centres d'éducation, centres d'alphabétisation, centres de développement de la petite enfance, écoles de base, etc.) qui ont connu un début d'exécution depuis l'année 2010-2011, doivent être également poursuivis dès que les conditions sécuritaires sont réunies. En

effet le PIDRK est le partenaire privilégié du secteur de l'éducation de la région, car il s'est investi dans un secteur qui est confronté à beaucoup de difficultés, en raison de la mobilité et de la dispersion de sa population. Il est souhaitable que la finition des travaux de construction soit examinée, d'ici juin 2013 dans le cadre d'une révision du PTBA 2013, en rapport avec les partenaires de l'éducation et les représentants des communes concernées pour l'achèvement de ces différents investissements indispensables pour l'amélioration de la scolarisation des enfants de la région.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|---|----------------|--|
| formations en Paquet Minimum d'Activités (PMA) et en prise en charge syndromique des IST-VIH/SIDA | PIDRK | dès que conditions sécuritaires sont réunies |
| Appuyer les communautés dans la relance de la reprise des cours au niveau des écoles de la ville de Kidal à travers la fourniture des kits scolaires aux élèves, de matériels didactiques aux enseignants et des vivres pour maintenir les élèves et enseignants constitués, en majorité, de volontaires. | PIDRK | dès que conditions sécuritaires sont réunies |
| Procéder à l'achèvement des travaux et leur équipement pour améliorer le système éducatif dans la région de Kidal | PIDRK | dès que conditions sécuritaires sont réunies |

E. Aspects fiduciaires

87. Le Programme a su sécuriser les données administratives financières et comptables, ce qui a permis l'élaboration des situations de gestion nécessaires à la revue des aspects fiduciaires notamment l'analyse d'antériorité. A cet égard, il faut signaler que l'arrêté des comptes 2012 est en cours. La mission estime que les états financiers seront envoyés au FIDA avant le 31 mars 2013 et que l'audit sera réalisé en mai 2013.

88. Le manuel de procédures a été élaboré en 2008 et révisé en 2011, et son application ne pose pas de problème. En ce qui concerne le logiciel de gestion financière et comptable, il est nécessaire d'activer et d'optimiser « le module génération automatique des DRF/DPD », avec le paramétrage des formulaires de mobilisation de ressources FIDA y compris le formulaire 104 « reconstitution du compte spécial ». Par ailleurs, le paramétrage analytique devra être revu et corrigé sur la base des documents du programme (rapport de pré-évaluation, accords de prêts et dons etc.). Cette activité, réalisée avec les responsables techniques, permettra entre autres, de prendre en charge les composantes, sous composantes, activités, zones et sous zones du Programme.

89. En matière de logistique, le Programme a perdu l'essentiel de ses immobilisations/véhicules au cours de l'occupation de la base vie par des groupes armés. Un rapport circonstancié du 28 mars 2012 fait le point des pertes subies. Outre les équipements et le matériel de bureau, il est recensé la disparition de 09 véhicules et 28 motos. Enfin, une information reçue au Programme le 11 février 2013 fait état de la disparition du groupe électrogène. Il en serait de même pour les 13 climatiseurs split.

90. Par ailleurs, le Programme a été indemnisé, par l'assurance NALLIAS pour le vol du « véhicule Hilux Toyota » intervenu en septembre 2010, pour un montant de 7 726 890 FCFA domicilié dans un compte spécifique à la BMS. Actuellement, le Programme ne disposant que de deux véhicules mis en circulation en 2008, la mission est d'avis qu'il est indiqué d'acquérir un véhicule de liaison en complétant l'indemnisation reçue par les fonds de contrepartie.

91. Au niveau du personnel, sur les 31 postes initialement prévus, 29 ont été pourvus. Le Programme compte actuellement 8 agents (Directeur, RAF, Responsable Santé Publique, Gestionnaire Comptable, Assistant Suivi/Evaluation, Secrétaire de Direction, 2 chauffeurs). Il a été enregistré 3 démissions, 17 licenciements et 1 décès. A cet égard, il faut féliciter le projet d'avoir adapté le personnel à la situation de crise en ne

conservant que les postes nécessaires dans la situation actuelle. Ceci permet une gestion économe en évitant de rémunérer du personnel non utile.

92. Par ailleurs, depuis le démarrage du Programme aucune évaluation du personnel n'a été effectuée, ce qui a bloqué l'augmentation de 5% prévue dans la grille des salaires des Projets/Programmes/Mali. La réalisation de cette évaluation est recommandée dans les meilleurs délais pour l'appliquer au personnel encore en poste dans le PIDRK.

Gestion financière.

PTBA 2012.

93. Le montant total du PTBA 2012 est de : 492.556.170 FCFA dont 270.810.269 FCFA/FIDA (54,98%) ; 110.734.305 FCFA/FBSA (22,48%) ; 86 721 104 FCFA/BOAD (17,61%) ; 24 290 492 FCFA/ ETAT (4,93%) ; 0% / bénéficiaires. Au 31/12/12, le montant réalisé est de : 443.900 001 FCFA, soit 90,12%. Les niveaux d'exécution par bailleur sont de : 88,36 %/FIDA ; 93,56 %/FBSA ; 86,84 %/BOAD ; 105,77 %/ETAT et 0% / bénéficiaires. Les taux d'exécution par composante sont de : 78,81% / composante 1 ; 130,44% / composante 2 ; 89,65 % / composante 3 ; 104,59 % / composante 4 et 90,48 % / composante 5. Aucun montant n'a été budgétisé en 2012 pour les bénéficiaires parce que les activités programmées n'ouvraient pas droit à contribution.

PTBA 2013.

94. Le PTBA, accompagné du plan de passation des marchés et du plan de Trésorerie a été passé en revue par le Comité Technique de Coordination le 08 Janvier 2013 puis examiné par le Comité de Pilotage le 31 Janvier 2013. Il a été transmis au FIDA le 11 février 2013, après prise en compte des observations du Comité du Pilotage. Il totalise un montant de 605.467.470 FCFA et tient compte du contexte de mise en œuvre particulièrement marqué par la situation sécuritaire qui prévaut dans la zone d'intervention du Programme. Les prévisions par bailleur sont de : 301.738.534 FCFA/FIDA (49,84%) ; 197.196.660 FCFA / FBSA (32,57%) ; 23.044.400 FCFA / BOAD (3,81%) ; 83.487.876 FCFA / ETAT (13,79%) ; et 0 FCFA / bénéficiaires (aucune activité ouvrant droit à contribution n'a été budgétisée).

95. Les dotations par composante se présentent comme suit : 37.959.830 FCFA / composante 1 (6,27%) ; 140.048.100 FCFA/ composante 2 (23,13%) ; 190 091 740 FCFA (31,40%) Composante 3 ; 21.375.000 FCFA/ composante 4 (3,53%) et 215 992 800 FCFA / composante 5 (35,67%). Les investissements en faveur des bénéficiaires, relatifs aux différentes composantes représentent un montant de 389.474.670 FCFA, soit 64,33%.

96. Sur la base des informations reçues des Elus locaux de la zone d'intervention du Programme, il est noté que l'adhésion des bénéficiaires est acquise. Il s'y ajoute un accroissement du degré de vulnérabilité des populations, consécutif aux troubles. Ces Elus estiment qu'à partir du deuxième semestre de l'année, une mise en œuvre mieux sécurisée des activités peut être menée, ce qui permettra non seulement d'exécuter ce PTBA mais aussi d'envisager sa révision à la hausse à partir du mois de juin 2013.

Décaissements

Performance financière des Bailleurs

97. En termes d'obligations de financement, le montant décaissé se chiffre à 7 698 330 USD pour un montant d'engagements approuvés de 23 194 000 USD soit un taux d'exécution de 33,19%. Les taux d'exécution des bailleurs sont de: 37,60%/Prêt FIDA ; 37,04%/Don FBSA ; 13,33%/ Prêt BOAD ; 51,75%/Etat ; 7,61%/ bénéficiaires. Les taux de réalisation par composante sont de: 18,39%/composante 1 ; 19,19%/composante 2 ; 38,91%/composante 3 ; 19,70%/composante 4 et 88,02%/composante 5.

98. Les niveaux relativement faibles de ces taux procèdent, du retard accusé au démarrage du projet dans la mise en place des avances FIDA (2009) et BOAD(2010) et

des perturbations dans la zone d'intervention du Programme, ce qui n'a pas toujours permis une mise en œuvre optimale des activités durant la période sous revue.

99. Mobilisation du Prêt FIDA. A la DRF N°24 comprise, un montant de 3 002 132,82 DTS a été décaissé pour une allocation du prêt de 7 700 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 38,99% qui est légèrement différent du taux du « status of funds by category » (38,75%, tirage du 21 février 2013). La différence résulte du traitement de la DRF 22 avec l'utilisation des taux de DTS/USD différents : l'un en option de recouvrement, l'autre en option de paiement. En tout état de cause, le Programme maintient dans ses livres une avance initiale du compte spécial de 484 171,52 DTS correspondant à l'époque à 350 000 000 FCFA et non 465 520,22 tel qu'il résulte du « status of funds » du 21 février 2013.

100. Par ailleurs en prenant en compte les DRF 25 (136 766 967 FCFA / 179 451,24 DTS) et 26 (102 527 259 FCFA/ 134 525, 49 DTS), pour un montant total de 239 294 226 FCFA/ 313 976,73 DTS, le taux de décaissement sera de 43,07%.

101. Mobilisation du Don FBSA. A la DRF n°5 comprise, un montant de 1 133 763,75 Euros a été décaissé pour une allocation du prêt de 2 700 000 Euros, soit un taux de décaissement réel de 41,99%. La prise en compte de la DRF n°6 (153 659 686 FCFA/Euros 234 252,68 Euros), portera le taux de décaissement à 50,67%.

102. Mobilisation Prêt BOAD. Le montant total décaissé de 359 375 980 FCFA correspond au montant sollicité. Par rapport à la dotation du prêt de 2 750 000 000 FCFA, le taux de décaissement est de 13,07%. En tenant compte de la DRF n°11, en instance d'envoi de 47 183 236 FCFA, le taux sera de 14,78%.

103. Compte Spécial Prêt FIDA. Un montant de 346 135 707 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 350 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 3 864 293 FCFA correspondant ; i) à une commission prélevée par la banque sur les DRF 22/23/ et 24 de 5 750 FCFA quelle va régulariser ; ii) à des taxes préfinancées par le FIDA pour le compte de la contrepartie d'un montant de 3 509 113 FCFA qui serait régularisées dès le règlement des DRF 25 et 26 ; iii) au fond de caisse perdu lors de la disparition du coffre-fort du Programme de 360 930 FCFA. Par ailleurs, au 15 février 2013, la trésorerie du Programme en banque est de 83 817 198 FCFA et les DRF n°25 et 26 en instance d'envoi au FIDA totalisent un montant de 239 294 226 FCFA et les montants décaissés non encore soumis se chiffrent à 23 103 094 FCFA.

104. Compte Spécial Don FBSA. Un montant de 249 343 543 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 250 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 656 457 FCFA correspondant à un montant de taxe préfinancées par le FBSA pour le compte de la contrepartie qui sera régularisé dès le règlement de la DRF n°7. Par ailleurs, au 15 février 2013, la trésorerie du Programme en banque est de 94 930 862 FCFA et la DRF n°7 en instance d'envoi au FIDA est de 153 659 686 FCFA et les montants décaissés non encore soumis se chiffrent à 752 995 FCFA.

105. Compte Spécial Prêt BOAD. Un montant de 68 141 940 FCFA a été reconstitué pour une avance initiale de 70 000 000 FCFA, ce qui met en évidence un écart en moins dans le Compte Spécial de 1 858 060 FCFA correspondant à un montant de taxe préfinancées par le Compte BOAD pour la contrepartie qui sera régularisé dès le règlement de la DRF n°11. Par ailleurs, au 15 février 2013, la trésorerie du Programme en banque est de 20 637 429 FCFA et la DRF n°11 en instance d'envoi à la BOAD est de 47 183 236 FCFA et les montants décaissés non encore soumis se chiffrent à 321 275 FCFA.

106. Situation de trésorerie. Les soldes créditeurs des comptes spéciaux se chiffrent à 442 066 326 FCFA dont 83 817 198 FCFA/CSFIDA ; 94 930 862 FCFA/CSFBSA ; 20 637 429 FCFA/CSBOAD et 242 680 837 FCFA/Compte Etat. Les DRF en instance d'envoi et la Programmation du BSI 2013 totalisent un montant de 440 137 148 FCFA

dont 239 294 226 FCFA/Prêt FIDA ; 153 659 686 FCFA/Don FBSA ; 47 183 236 FCFA/Prêt BOAD et 62 500 000 FCFA/BSI. Ainsi, la trésorerie du Programme en moyen terme va atteindre 882 203 474 FCFA.

Financement des contreparties

Contrepartie Etat

107. Le montant total décaissé au titre de la contrepartie pour les années 2007 à 2013 est de 700.992.984 FCFA (349 784 000 FCFA/BSI et 351 208 984 FCFA/Taxes), pour des prévisions budgétaires de 1 408.743.280 FCFA (538.000.000 FCFA/BSI et 870.743.280 FCFA/taxes), soit 49,76% de taux global de réalisation, 65,02% par rapport au BSI et 40,33% par rapport aux taxes. Le montant des réalisations, rapporté à l'engagement de l'Etat en matière de contrepartie sur la durée du Programme (2.709.000 USD), donne un taux d'exécution de 51,75%.

Contribution des bénéficiaires

108. En 2011 cette contribution a été budgétisée avec une comptabilisation des réalisations de 9 785 215 FCFA. Elle a été totalement exprimée en numéraires, estimée et calculée sur les investissements sous maîtrise d'ouvrage des collectivités. Il faut rappeler qu'en 2010 comme en 2012 et 2013 il n'y a pas eu de Programmation d'investissements sous maîtrise déléguée.

Conformité avec les dispositions de l'Accord de prêt.

109. Passation des marchés/contractualisation. Le registre des contrats FIDA/FBSA, sous maîtrise d'ouvrage du Programme, comprend 42 éléments pour un montant total contractualisé de 823 700 544 FCFA sur la période 2009 -2012 dont 804 222 552 FCFA payés, soit un taux de réalisation de 97,6%. Le solde de 10 721 624 FCFA correspond aux retenues de garantie des puits maraichers et des locaux techniques des radios réalisés en 2011. La documentation relative à ces marchés/ contrats est restée à Kidal. En matière de suivi de l'exécution financière et physique des contrats, seul le marché relatif à « l'étude géophysique et hydrogéologique d'implantation des 18 puits citernes et de 30 nouveaux puits modernes », est en cours de réalisation pour des taux d'exécution financière de 40% et physique de 80%, correspondants aux études. La partie relative au contrôle et à la surveillance des travaux sera décaissée le moment venu.

110. Etats certifiés de dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur la dernière DRF n°24 payée, qui comporte 106 éléments toutes catégories confondues. Cette revue s'est basée sur les seuils stipulés dans la lettre du FIDA du 31/10/11. La mission a été informée que certains justificatifs sont restés à Kidal et n'ont pas pu être transférés à Bamako. Pour la bonne règle, en ce qui concerne les DRF 25 et 26 en cours de finalisation, la mission a insisté sur l'exhaustivité des pièces qui doivent constituer les liasses de règlement des ECD.

Comptabilité et Audit

111. Comptabilité. Toutes les pièces comptables de 2012 ont été imputées et saisies et les états comptables ont été édités (Journaux, grands livres, général et analytique ; balances, générale et analytique et fiches d'analyse de compte). Par la suite, les états financiers seront élaborés et transmis au FIDA avant l'échéance du 31 03 2013 (bilan, compte de résultat, et tableau emplois/ressources).La mission a passé en revue les rapprochements bancaires des (11) onze comptes du Programme, dont 4 comptes spéciaux, et 5 comptes d'opération correspondant.

112. Par ailleurs deux comptes spécifiques ont été ouverts par le Programme, l'un pour recevoir le montant des indemnités du véhicule volé avec un solde de 7 607 290 F

CFA. Au 15 février 2012 ; l'autre pour enregistrer le FIGR (fonds pour les Initiatives génératrices de revenus) dont le solde est de 1 355 289 F CFA au 15 février 2012.

113. Audit des comptes. Les termes de référence relatifs à la consultation restreinte pour le recrutement de l'auditeur ont été transmis au FIDA le 01/03/13. Dès l'obtention de la Non Objection, le processus de sélection sera déclenché avec une programmation de l'audit fin avril/début mai 2013.

| Mesure convenue | Responsabilité | Date convenue |
|---|--------------------------------|------------------|
| Revoir le paramétrage analytique du logiciel de gestion financière et comptable en prenant en compte tous les axes d'analyse techniques conformément aux documents de base du Programme | RAF/GC/Responsables techniques | 30/04/13 |
| Procéder à l'évaluation du personnel avec l'appui d'un consultant externe | CSA/Directeur | 31/05/13 |
| acquérir un véhicule de liaison en complétant l'indemnisation reçue par les fonds de contrepartie. | Directeur/RAF | immédiat |
| Autoriser l'achat d'un véhicule de liaison à Bamako en complétant l'indemnisation reçue de la compagnie d'assurance par les fonds de contrepartie | CSA/FIDA | 30/06/13 |
| Transmettre toutes les DRF en instance de soumission : 25 et 26/Prêt FIDA ; n°6/Don BS ; 11/BOAD | Directeur/RAF | 31/03/13 |
| Régulariser tous les écarts en moins sur les comptes spéciaux : 3 864 293 FCFA/Prêt FIDA ; 656 457 FCFA/Don FBSA ; 1 858 060 FCFA/BOAD, correspondant notamment à des préfinancements de taxes pour le compte de la contrepartie, dès le paiement des DRF correspondantes | RAF/GC | Pour mémoire |
| Assurer un suivi rapproché du BSI de l'année 2013 de 62 500 000 FCFA | CSA/RAF | 30/06/13 |
| S'assurer de l'exhaustivité des pièces dans les liasses de règlement des ECD | RAF/GC | Pour mémoire |
| Transmettre les états financiers de 2012 du Programme au FIDA avant l'échéance | Directeur/RAF | 31/03/13 |
| Transmettre le rapport d'audit au FIDA avant l'échéance | Directeur/RAF | 30/06/13 |
| acquérir un véhicule de liaison en complétant l'indemnisation reçue par les fonds de contrepartie | Directeur/RAF | Dès que possible |

F. Durabilité

114. Le PIDRK a signé des conventions de collaboration avec toutes les structures régionales concernées par ses activités (DRA, DRS, DRSV, DRPIA, Hydraulique, etc.). Ces services qui sont des structures pérennes de l'Etat participent tant au processus de planification/programmation des activités que de celui de leur exécution directe sur le terrain, avec ou sans le concours d'autres partenaires privés. La mise en œuvre des activités à travers ces conventions constitue un gage de durabilité dans la perspective de l'après projet.

115. Un autre dispositif mis en place par le Programme, afin de garantir et de pérenniser la couverture sanitaire du bétail, activité principale de la zone, est la mise en place des auxiliaires de santé animale du réseau privé d'appui sanitaire de proximité. Ces agents bien formés contribuent à bien quadriller la zone et à procéder au traitement des animaux, toutes espèces confondues. Leur attachement au milieu auquel ils appartiennent et l'ouverture des populations à la participation au financement, rassurent sur la poursuite des activités qu'ils mènent.

116. Les dispositions prises par les maires des communes rurales, durant la période d'occupation de la région, constituent des mesures importantes qui peuvent contribuer à garantir la durabilité du fonctionnement autonome de chaque CSCoM. Elles visent à assurer le gardiennage et la surveillance des CSCoM nouvellement construits contre toute tentative de vol, l'engagement de la FERASCOM à réintroduire le système de recouvrement des coûts dans les CSCoM très prochainement et, à assurer la prise en charge salariale de certains agents.

117. L'amélioration des conditions de travail des élèves et des enseignants dans les villes comme Kidal et Tessalit, et l'engagement des populations urbaines à enrôler leurs enfants dans les écoles et à financer une partie de leurs études constituent des facteurs de durabilité. Cette situation est toute différente pour les écoles construites en milieu rural où vivent des populations nomades en majorité. En effet, les conditions de durabilité sont liées à des facteurs qui ne sont pas encore assurés : logements pour enseignants, cantines scolaires, disponibilité permanente des vivres pour le fonctionnement de la cantine, points d'eau, de conditions matérielles pour maintenir les élèves et les enseignants sur place (kits solaires, équipements audio-visuels). Il sera important pour le PIDRK de contribuer à la création de ces conditions dès que la situation de la région le permettra.

G. Autres aspects

Genre

118. La prise en compte des différents groupes socio-économiques dans les activités menées par le Programme est de plus en plus perceptible. En effet, plus de 45 % des bénéficiaires de semences, petits matériels et plants fruitiers de l'année 2012 étaient des femmes. Au-delà de ce quota qui avait été préalablement fixé, les groupes ou commissions d'appui à l'identification et à la sélection des ménages pauvres retiennent dans leurs critères, celui qui a trait à la prise en compte des femmes, chefs de ménages, très nombreuses dans le milieu rural.

Partenariat

119. Toute la mise en œuvre du Programme est structurée autour du partenariat public/privé, associant, pour les mêmes activités, les acteurs du PIDRK, des services étatiques, des ONG et autres privés. Les services publics restent particulièrement actifs dans la mise en œuvre du PIDRK qui n'a pu bénéficier, depuis son démarrage, de ressources humaines qualifiées et compétentes dans tous les domaines. Ces structures sont, pour la plupart, les acteurs de premier plan pour les activités telles que l'agriculture, l'élevage et la foresterie. Au-delà de ce partenariat structuré pour la mise

en œuvre des activités, le Programme a développé des relations de travail avec plusieurs autres partenaires dans divers domaines dont l'OMS pour les questions de santé et différentes ONG dans les secteurs agricoles et d'élevage.

H. Conclusion

120. Malgré l'insécurité généralisée dans la zone depuis le début de 2012, le PIDRK a accompli de gros efforts pour maintenir le Programme en état de fonctionnement. Les stratégies développées pour ce faire ont consisté à adapter les apports du Programme aux réalités du contexte, avec l'appui de partenaires issus du, et évoluant déjà dans, le milieu.

121. Les stratégies à adopter pour la réalisation des investissements dont les dossiers sont en cours de préparation (puits citernes et puits modernes) doivent bénéficier de la plus grande attention afin d'éviter les retards fréquemment enregistrés au niveau des procédures de passation des marchés.

122. La couverture sanitaire de la région de Kidal est loin d'être suffisante, compte tenu des normes du Ministère de la santé, en raison de l'étendue géographique de la région et de la dispersion des populations. Les 4 CScCom construits par le PIDRK contribueront à réduire considérablement le gap, en matière de couverture sanitaire des populations. L'atteinte de cet objectif nécessite que toutes les dispositions soient prises par l'UGP pour faire fonctionner lesdits CScCom, en partenariat avec l'OMS en particulier.

123. Le renforcement du système éducatif de la région de Kidal par des investissements importants (construction et équipement des infrastructures scolaires), non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les milieux ruraux, constituent des solutions idoines de résolution de la problématique du système éducatif. Les interventions du PIDRK, pour créer des conditions de vie acceptables, pour les élèves et les enseignants, avec la construction de plusieurs infrastructures pour non seulement favoriser l'enseignement des élèves dans les meilleures conditions, mais aussi l'habitat pour le corps enseignant avec les moyens de commodité. Ces interventions peuvent contribuer à accroître la scolarisation des enfants de manière significative. La poursuite et la finalisation des travaux en cours seront donc d'un apport capital pour le système éducatif de la région.

124. En 2013, les moyens disponibles au niveau du projet doivent être mobilisés sous forme de partenariats avec des acteurs et des institutions présentes dans le Région dès que possible pour faciliter le processus de restructuration de la région de Kidal et le retour et la réinstallation des populations déplacées.

125. Dans ce cadre, le PIDRK doit mettre en œuvre des actions du type de celles menées en 2012 et qui ont montré leur efficacité, en conformité avec le PTBA 2013 préparé par le PIDRK en janvier dernier. Seule une activité de ce PTBA ne doit pas être mise en œuvre à court terme, la création de noyaux de petits ruminants en attendant en particulier la réinstallation de l'administration dans la région.

126. En parallèle, le PIDRK doit préparer de nouvelles activités de plus grande envergure à mettre en œuvre dans le cadre d'un PTBA 2013 révisé à la hausse dès que la situation le permettra.

127. Cette approche sera cependant conditionnée par la possibilité de lever la sanction financière déclenchée le 17 janvier 2013 suite au non-remboursement par le Mali de ses échéances de novembre 2012. Une demande de rééchelonnement de la dette malienne sera présentée au Conseil d'Administration du FIDA en avril 2013.

128. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Mali approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PIDRK et notes

Faits essentiels

| | | | | | |
|-------------------------------------|--|--|------------|---------------------------|-----|
| Pays | Mali | No. du projet | 1356 | No. du prêt/don DSF | 704 |
| Projet | Programme intégré de développement rural de la région de Kidal | | | Prêt/don DSF suppl. | |
| Date de mise à jour | 9/03/2013 | | | Conditions de financement | HC |
| Inst. responsable de la supervision | IFAD/IFAD | | | | |
| Nbre de Supervisions | 3 | Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi | 2 | | |
| Dernière Supervision | 25/04/2011 | Dernière mission avancement de l'exécution/suivi | 11/11/2011 | | |

| | | | | | Million USD | % Taux de décaissement |
|-----------------------|------------|---------------------------|------------|----------------------------|-------------|------------------------|
| Approbation | 14/12/2006 | | | Coût total | 22.83 | |
| Accord | 16/02/2007 | Délai d'entrée en vigueur | 7.3 | FIDA Total | 11.34 | |
| Entrée en vigueur | 20/07/2007 | Valeur PAR | ----- | Prêt du FIDA | 11.34 | 39 |
| Examen à mi-parcours | 11/11/2011 | | | Don DSF | | |
| Achèvement | 30/09/2014 | Dernier amendement | 02/09/2010 | Don FIDA | | |
| Clôture | 31/03/2015 | Dernier audit | 10/12/2012 | Financement national total | 2.97 | |
| Nbre de prolongations | 0 | | | Bénéficiaires | 0.26 | 0 |
| | | | | Gouvernement (National) | 2.71 | 0 |
| | | | | Cofinancement total | 8.53 | |
| | | | | BOAD | 5.03 | |
| | | | | Belgium/BSF | 3.50 | 42 |

Notes concernant l'exécution du projet

| B.1 Aspects fiduciaires | Précédente | Actuelle | B.2 État d'avancement de l'exécution du projet | Précédente | Actuelle |
|--|------------|----------|--|------------|----------|
| 1. Qualité de la gestion financière | 1 | 4 | 1. Qualité de la gestion du projet | 4 | 5 |
| 2. Acceptabilité du taux de décaissement | 3 | 3 | 2. Exécution du S&E | 3 | 3 |
| 3. Fonds de contrepartie | 5 | 3 | 3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution | 1 | 4 |
| 4. Conformité à l'accord de prêt | 1 | 3 | 4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes | 4 | 4 |
| 5. Conformité aux règles de passation des marchés | 4 | 4 | 5. Lutte contre la pauvreté | 4 | 4 |
| 6. Qualité et ponctualité des audits | 1 | 3 | 6. Efficacité du ciblage | 4 | 4 |
| | | | 7. Innovation et leçons apprises | 4 | 3 |
| B.3 Produits et réalisations | Précédente | Actuelle | B.4 Durabilité | Précédente | Actuelle |
| 1. Appui à la valorisation du potentiel pastoral | 3 | 3 | 1. Renforcement des institutions (organisations, etc.) | 3 | 3 |
| 2. Amélioration & diversification revenus groupes vulnérables. | 3 | 4 | 2. Autonomisation | 3 | 3 |

| | | | | | |
|--|---|-----|--|---|---|
| 3. Amélioration accès services sociaux de base | 3 | 4 | 3. Qualité de la participation des bénéficiaires | 3 | 3 |
| 4. Renforcement des capacités des acteurs | 4 | n/a | 4. Adaptabilité des prestataires de services | 3 | 4 |
| | | | 5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité) | 3 | 4 |
| | | | 6. Possibilité réplcation à plus grande échelle | 4 | 4 |

B.5 Justification des notes

B1. Aspects fiduciaires

1. Qualité de la gestion financière, 4 : la gestion financière s'est nettement améliorée. Le programme a su rendre disponibles toutes les situations relatives à la revue des aspects fiduciaires. En outre, l'arrêté des comptes 2012 est en cours de finalisation et les états financiers seront envoyés au FIDA avant l'échéance du 31/03/13. Le projet doit encore activer et optimiser le module de génération automatique des DRF/DPD. En outre, la revue des ECD a mis en relief la nécessité de rendre plus exhaustives les liasses de règlement.
2. Taux de décaissement, 3 : Les taux de décaissement du prêt FIDA (38,99%) et du don FBSA (41,99%) sont relativement satisfaisants au regard de la période réelle de mise en œuvre des activités sur le terrain.
3. Fonds de contrepartie, 3 : Les fonds des années 2007-2011 n'ont pas été complètement mis à disposition (49.76% de taux global de réalisation). Les fonds de contrepartie de 2012 ont été gelés comme pour l'ensemble des projets au Mali.
4. Conformité à l'accord de prêt, 3 : un effort doit être fait pour transmettre régulièrement les rapports semestriels et annuels au FIDA et ce, dans les délais requis.
5. Conformité aux règles de passation des marchés, 4 : A part le fait qu'une partie de la documentation est restée à Kidal, l'audit des comptes de l'exercice 2011 n'a pas décelé des distorsions pour en mettre en question le processus des passations des marchés sous maîtrise d'œuvre du Programme.
6. Qualité et ponctualité des audits, 3 : Le rapport d'audit 2011 a été transmis en retard au FIDA en novembre 2011 à cause des pièces comptables bloquées à Kidal. Un plan d'action pour les trois recommandations pour l'audit 2011 a été mis en place. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour arrêter les comptes dans les délais, recruter l'auditeur et transmettre le rapport avant l'échéance.

B2. Etat d'avancement de l'exécution du projet

1. Qualité de la gestion du projet, 5 : elle est qualifiée de satisfaisante du fait de la capacité du projet à gérer la crise, à s'insérer dans les clusters, à développer des partenariats, à adapter les apports du Programme au contexte de crise ; à exécuter les activités malgré l'insécurité généralisée, en collaboration avec des partenaires fiables. Le projet s'est adapté au contexte et a imaginé des stratégies d'appui aux populations restées sur place.
2. Exécution du S&E, 3 : Le projet n'a pas pu en cette période de crise recruter un responsable de S&E.
3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution, 4 : Les activités exécutées en 2012 sont conformes au contenu du PTBA révisé à plus de 80%, tandis que les taux moyens des PTBA de 2008 au 31/12/12 étaient de 37.87%.
4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes, 4 : Les stratégies de sélection des bénéficiaires du concours du Programme tiennent compte des groupes vulnérables, notamment les femmes (des quotas alloués à cette cible sont relevés). En 2012, les principes d'équité ont été maintenus avec l'aide des partenaires du projet. Les appuis en termes de maraîchage en particulier touchent particulièrement les femmes.
5. Lutte contre la pauvreté, 4 : Les activités du projet concourent toutes à la lutte contre la pauvreté et vont en direction des couches vulnérables (maraîchage, appui à l'élevage, mais aussi action dans le domaine de la santé et de l'éducation).
6. Efficacité du ciblage, 4 : Le Programme cible effectivement, dans le cadre de ses interventions, les différents groupes socio-économiques, particulièrement les femmes. Plus de 45 % des bénéficiaires de semences, petits matériels et plants fruitiers de l'année 2012 étaient des femmes.
7. Innovations et leçons apprises, 3 : le projet est à la recherche d'innovations pour promouvoir des actions efficaces et durables dans la région particulière de Kidal. l'expérience qui utilise des personnes ressources du milieu comme auxiliaires de santé animale, formés aux soins (traitements et vaccinations) à porter aux animaux, constitue par exemple une innovation répliquable dans des milieux similaires, en raison des difficultés de mobilisation des services de l'Etat. Le projet doit faire un effort pour documenter et capitaliser ces expériences.

B3. Produits et réalisations

1. Appui à la valorisation du potentiel pastoral, 3 : Le gros des investissements portant sur la réalisation des 18 puits citernes et des 30 puits modernes est encore au stade de finition des études. La réalisation des ouvrages n'est pas possible dans la situation actuelle
2. Amélioration & diversification revenus groupes vulnérables, 4 : Des efforts sont entrepris dans le cadre de l'amélioration et de la diversification des revenus groupes vulnérables : diversification des espèces cultivées dans les périmètres maraîchers ; de fruitiers... les campagnes de vaccination ont été menées conformément aux objectifs du PTBA.
3. Amélioration de l'accès aux services de base, 4 : l'appui apporté aux CSCOM a été très apprécié. Les activités menées avec l'appui de l'OMS et de FENASCOM en particulier ont porté leurs fruits et ont permis des taux de couverture vaccinale élevés.
4. Renforcement de capacités : n/a
5. Gestion/Suivi-Evaluation, 3 : Gestion handicapée par l'absence d'un suivi-évaluation opérationnel.

B.4. Durabilité

1. Renforcement des institutions (Organisations, etc.), 3 : dans le contexte de crise, l'appui à la structuration des bénéficiaires a peu avancé.
2. Autonomisation, 3 : structuration des organisations également entravée par la crise
3. Qualité de la participation des bénéficiaires, 3 : les bénéficiaires participent physiquement à la réalisation des activités du Programme mais la situation de crise et le conflit armé a provoqué des nombreux déplacements de populations qui ne favorise pas une participation de qualité des bénéficiaires
4. Adaptabilité des prestataires de services, 4 : Avec la crise, le projet a toutefois réussi à développer des partenariats avec l'OMS et à mobiliser des ONG locales qui ont permis un travail de qualité auprès des CScOm et des populations.
5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité), 3 : Les fondements d'une bonne stratégie de désengagement existent grâce à l'implication des structures publiques et des communes dans tous les processus de mise en œuvre des activités. Le contexte actuel ne permet pas de mettre en œuvre cette stratégie efficacement.
6. Possibilité de réplcation à plus grande échelle, 3 : L'exemple des auxiliaires de santé peut être reproduit à une échelle plus grande. Le projet doit dès que possible renforcer ses capacités en S/E pour identifier plus précisément les possibilités de mise à l'échelle après la sortie de crise.

Évaluation globale et profil de risque

| | Précédente | Actuelle |
|---|------------|----------|
| C.1 Actifs physiques/financiers | 3 | 3 |
| C.2 Sécurité alimentaire | 3 | 3 |
| C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2) | 3 | 3 |

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

1. Actifs physiques/financiers : 3, les activités menées avec les partenaires du projet en 2012 ont permis de sauvegarder certains actifs au niveau des populations, même si certains pillages ont malheureusement privé les ruraux certains de leurs biens collectifs et personnels
2. Sécurité alimentaire : 3, elle reste toujours fragile à cause du peu d'opportunités et de la persistance de la crise. ; les appuis en semences pour les PPM ont permis d'avoir un bon niveau de production. Les campagnes de vaccination ont aussi permis de sauvegarder les troupeaux de ruminants et de petits ruminants
3. Avancement global de l'exécution : 3 : le projet a été capable de mettre en œuvre efficacement son PTBA 2012 révisé.

| | | |
|---|---|---|
| C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4) | 2 | 2 |
|---|---|---|

Justification des notes sur les objectifs de développement

Malgré le contexte particulièrement difficile, le programme a déployé des efforts pour poursuivre l'exécution de certaines de ses activités, et surtout de maintenir en état de fonctionnement les structures construites avec l'aide du projet. Toutefois, l'état d'avancement du projet a été fortement affecté par la crise et la probabilité de réaliser les objectifs du projet restent réduites avec un achèvement mi 2014.

C.5 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires : Le risque principal est le maintien de la situation de crise dans le Nord du Mali. Toutefois, le retour des administrations et des populations dans les régions nord sont de bon augure

Avancement de l'exécution du projet : certains es résultats des activités déjà réalisées sont visibles ; les impacts sont perceptibles à des degrés divers selon les secteurs d'intervention. Le projet a les moyens d'illustrer ces résultats et impacts grâce à un S/E de qualité. Le risque est que le projet n'ait pas le temps de reprendre ses activités de S/E pour valoriser les acquis dans le rapport d'achèvement. Le risque principal est lié à la persistance de l'insécurité dans la zone qui entraverait la reprise des activités du projet.

Durabilité : La participation des structures décentralisées, des collectivités locales et des organisations de producteurs à toutes les activités constitue un gage de leur durabilité. Les soutiens apportés en 2012 ont permis de maintenir certains acquis dans ce sens. Le risque est qu'un redémarrage tardif du projet ne permette pas de les renforcer suffisamment.

Suivi proposé

| Question/problème | Mesure Recommandée | État de calendrier | État d'avancement |
|---|--|--------------------|------------------------|
| Reprise des activités dans le Nord / Réinstallation des populations | Envisager un PTBA 2013 révisé à la hausse afin d'apporter un appui aux populations du Nord et déplacées en termes alimentaire, nutritionnel et sanitaire, sous la coordination du CSA et en partenariat avec les autres intervenants (PAM, ONG internationales et locales, PTF...) | dès que possible | en cours de discussion |

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats

| Objectif global Contribuer à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire des populations les plus pauvres de la région de Kidal | Unité | Cible | REALISATIONS | Observations |
|---|--------|-------|--------------|--|
| Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge | % | | 26 | Source : Enquête SYGRI 2010 (de référence) |
| Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge | % | | 37% | |
| Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille | % | | 14 | |
| Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées | % | | 19% | |
| Ménages ayant accès à des centres sanitaires améliorés | % | | 1 | |
| Membres de ménage féminins sachant lire | % | | 32 | |
| Membres de ménage masculins sachant lire | % | | 41 | |
| Rapport femmes-hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire | Nombre | | 1,09 | |
| Hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire | % | | 50 | |
| Femmes entre 15 et 24 qui peuvent lire | % | | 39 | |
| Ménages ayant connu une saison de disette | % | | 79 | |
| Durée de la première saison de disette | Nombre | | 3,5 | |

| Objectif spécifique : Augmenter et diversifier les revenus des populations de la zone à travers la sécurisation des systèmes d'élevage nomade et le développement des activités agro-pastorales sur une base durable | | | | |
|--|--------|--|--------|--|
| Proportion de familles transformant les sous-produits de l'élevage | % | | 14,21% | |
| Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté | Nombre | | 387 | |
| Proportion de familles ayant atteint après deux ans le seuil de viabilité pastorale (soit ~30 petits ruminants/famille) | % | | % | |
| Nombre de familles menant des activités agricole (maraîchage, fruiticulture, phœniciculture) | Nombre | | 364 | |
| Evolution du taux de malnutrition infantile* | % | | | |

| RESULTATS ATTENDUS PAR COMPOSANTES | Unité | Cible | Réalisations | Observations |
|---|----------------|---|---------------------------------|---|
| COMPOSANTE 1 : Appui à la valorisation du potentiel pastoral | | | | |
| R1. L'accès aux ressources pastorales est amélioré prioritairement pour les groupes cibles du programme | | | | |
| Indicateurs de premier niveau Nombre de puits réalisés/réhabilités par zone géographique (Adrar / Tilemsi/ Tamasna) | Nombre | 30 | 29 | Le 30 ^{ème} puits était en cours de réalisation au début des événements |
| Nombre d'hectares de pâturages restaurés | hectares | 125 | 65 | |
| Indicateurs de second niveau Durée du séjour des troupeaux dans les vallées latérales du Tilemsi et du Tamesna à partir de la 4 ^{ème} année du programme | Nombre de jour | 240 à 270 à partir de la 4 ^{ème} année | 180 jours | Les animaux séjournent actuellement 180 jours dans les vallées du Tilemsi et du Tamasna avec la réalisation des 18 puits citernes, le séjour va augmenter de 60jrs à 90jrs |
| % du cheptel séjournant dans les vallées latérales | Proportion | Nd | 60% d'ovins et 50 % de camelins | projets ont été financés dans le cadre de la transformation des sous-produits pastoraux sur fonds DDC |
| Baisse en % de la perte du lait | Pourcentage | Nd | Nd | 8 projets ont été financés dans le cadre de la transformation des sous-produits pastoraux sur fonds DDC |
| R2. Les conditions sanitaires de base du cheptel sont améliorées | | | | |
| Indicateur de premier niveau Nombre de parcs de vaccination construits | Nombre | 10 | 03 | Les DAO relatifs à la réalisation des sept (07) parcs de vaccination prévus pour 2011 ont été élaborés et transmis à la BOAD pour avis de non objection après l'obtention de l'avis juridique de la DGMP. |
| Nombre d'animaux traités | Nombres | Nd | 231 429 | En 2012 180 000 bêtes ont été touchées dans le cadre l'appui à couverture sanitaire du cheptel |
| Nombre de personnes bénéficiant des activités du dispositif d'information, d'appui/conseil et de services aux éleveurs (par genre) | Nombre | Nd | 42 703 hommes 37 272 Femmes | |
| Indicateurs de second niveau Réduction en % de la mortalité du cheptel | | | Nd | |
| C1R3. La commercialisation des produits agro- pastoraux est améliorée | | | | |
| Indicateurs de premier niveau Nombre de marchés à bétail construits et équipés | Nombre | 8 | 2 | |
| Nombre de points d'eau réalisés sur les parcours d'accès aux marchés à bétail | Nombre | 48 | 0 | |
| Distance moyenne séparant les points d'eau sur les parcours menant aux marchés à bétail (Prévu : 25 kilomètres) | Distance | 25 km d'intervalle | 0 | |
| Indicateurs de second niveau Augmentation en % des prix aux producteurs/ éleveurs | Pourcentage | Nd | % | |
| Evolution du volume des transactions commerciales sur les marchés nouvellement créés | Pourcentage | Nd | % | |

| | | | | |
|---|--------------|----|--------------------------------|--|
| Evolution du volume des transactions portant sur les petits ruminants au niveau des marchés terminaux | Pourcent age | Nd | % | |
| Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante (par genre) | Nombre | Nd | 75.437 (42.523F 32.914H) | |

| COMPOSANTE 2 : Amélioration et diversification des revenus des groupes | | | | |
|--|------------------------|----|---|--|
| C2R1. Les microprojets soumis au Fonds pour les Initiatives Génératrices de Revenus sont approuvés et exécutés dans les délais prévus et à la satisfaction des bénéficiaires | | | | |
| Indicateurs de premier niveau | | | | |
| Nombre de requêtes adressées au programme (par catégorie de micro- projet) | Nombre | Nd | 874 | |
| % des financements accordés aux femmes | Nombre | Nd | 49% | |
| Nombre de requêtes approuvées (par catégorie, commune et désagréé genre) | Nombre | Nd | 364 | |
| Nombre de microprojets financés dans le cadre du FIDA/FIGR | Nombre | Nd | 60 | |
| Nombre de microprojets financés dans le cadre du DDC/FIGR | Nombre | Nd | 364 | |
| Délais moyens de réalisation de micro- projets | Nombre de jours | Nd | 30 jours | |
| Nombre de plants de palmiers dattier et d'arbres fruitiers plantés | Nombre | | 2550 vitro plants de palmiers dattiers et 5127 arbres fruitiers | |
| Nombre ha de jardins oasiens aménagés | Nombre d'hectare | | 13 ha | |
| Indicateurs de second niveau | | | | |
| Nombre et % de micro projets générant des revenus après 2 ans et après 4 ans (par genre) | Nombre et pourcent age | | 29 microprojets 22% | Soit un total de 29 micros projets remboursés entièrement sur les 378. |
| Nombre et % d'exploitations familiales à vocation pastorale disposant après 3 ans d'un troupeau d'au moins 30 têtes | Nombre et % | | ND | |

| COMPOSANTE 3 : Amélioration de l'accès aux services sociaux de base | | | | |
|--|--|--|--|--|
| C3R1. L'amélioration de l'accès aux services de santé, a contribué à la réduction de la morbidité et de la mortalité, surtout chez la mère et l'enfant | | | | |

| | | | | |
|---|--------------|----|------------------------------|---|
| Part des dépenses de santé dans le budget de fonctionnement des collectivités | Pourcent age | Nd | Nd | |
| Nombre de stratégies de développement de l'accès à la santé élaborées et mises en œuvre par les collectivités | Nombre | Nd | 03 | Il s'agit de la stratégie fixe, la stratégie avancée, et la stratégie mobile |
| Nombre et nature des infrastructures sanitaires réalisées par les collectivités | Nombre | 6 | 5 | Il s'agit de quatre nouvelles constructions et d'une réhabilitation |
| Nombre et nature des équipements sanitaires acquis par les collectivités | Nombre | 5 | 5 | Les CSCOM de Tassik et Intibzaz ont été équipés, les trois autres sont des dotations complémentaires consécutives au pillage des CSCOM d'aliou, etambar et Aghabo |
| % de relais communautaires femme | Pourcent age | Nd | 0 | |
| Indicateurs de second niveau ⁷ Taux de couverture sanitaire | Pourcent age | Nd | 25,71% dans un rayon de 5 km | |
| Taux de consultations curatives | Proportion | Nd | 0,61NC/AN | |
| Taux de CPN Recentrée | Pourcent age | Nd | 7,18 % | |
| Taux de vaccination Pentavalent 3 (0 – 11mois) et VAT 2 Femme Enceinte | Pourcent age | Nd | 40,84% | |
| Taux d'accouchement assistés | Pourcent age | Nd | 38,38% | |
| C3R2. Les jeunes ont de bonnes connaissances sur les IST et le VIH / SIDA | | | | |
| Nombre et durée des messages radio de sensibilisation produits et diffusés | Nombre | Nd | 220 diffusions | |
| Nombre de jeunes informés sur les IST et le VIH / SIDA | Nombre | Nd | 25 | |
| C3R3. Le taux de scolarisation des enfants, en particulier des filles, est amélioré et les déperditions scolaires sont réduites | | | | |

⁷ Source SLIS de Kidal pour l'année 2011

| | | | | |
|---|-------------|-----|------------------------------|--|
| Indicateurs de premier niveau Part des dépenses d'éducation dans le budget de fonctionnement des collectivités | Nombre | Nd | % | |
| Nombre de stratégies de scolarisation communales élaborées et mises en œuvre | Nombre | Nd | 15 ⁸ | |
| Indicateurs de second niveau ⁹ Taux brut de scolarisation (par genre et commune) | % | Nd | 42,97% f 57,03% h | |
| Taux brut d'accès en 1ère année du cycle primaire (désagrégé par genre et commune) | % | Nd | 52,15%G 47,85%f | |
| Taux d'achèvement de l'enseignement primaire (désagrégé par genre et commune) | % | Nd | 05 | |
| C3R4. Les jeunes sans emploi ont bénéficié d'une formation professionnelle qui leur permet de s'insérer dans la vie active | | | | |
| Indicateurs de premier niveau Nombre de formations professionnelles qualifiantes réalisées | Nombre | 5 | 6 | |
| Nombre de jeunes sans emploi formés à un métier (par genre) | Nombre | 200 | 66 (18F 48h) | |
| Indicateur de second niveau Taux d'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une formation qualifiante (par genre) | % | Nd | 7,33% | |
| Nombre de personnes bénéficiaires des activités de la composante | Nombre | Nd | 3760 personnes ¹⁰ | |
| COMPOSANTE 4 : Renforcement des capacités des acteurs | | | | |
| C4R1. La participation des groupes cibles au processus de planification communale est effective | | | | |
| Indicateurs de premier niveau Proportion de la population adulte connaissant l'existence et les objectifs du programme (désagrégée par genre) | Pourcentage | Nd | 62,02%H 36,98 F | |
| Nombre d'élus et de personnels des collectivités formés | Nombre | Nd | 168 élus | |
| Nombre de groupes vulnérables appuyés pour l'identification, la formulation de leurs besoins prioritaires et l'élaboration de demandes d'investissement | Nombre | Nd | 781 | |

⁸ Construction et équipement d'écoles, construction et équipement de logements/enseignants, construction et équipement CDPE, Construction et équipement centres alpha, construction et équipement dortoirs, dotation école en système d'éclairage, dotation d'écoles en point d'eau, appui aux cantines en petits matériels, dotation d'école en animaux, Appui pédagogique aux enseignants, Formation CGS, actions SCofi, Sensibilisation, Appui au recrutement des enfants, Appui aux bibliothèques scolaires,

⁹ Source Académie d'Enseignement de Kidal, étant entendue que les écoles ont été fermées pendant l'occupation de la région par les groupes armés

¹⁰ Dans le cadre de la santé c'est les personnes identifiées par les équipes mobiles polyvalentes des CSCOM fonctionnels

| | | | | |
|---|----------------|------|---|--|
| C4R2. Les besoins prioritaires des groupes-cibles sont pris en compte dans les PDESC et les schémas communaux d'aménagement | | | | |
| Nombre de bénéficiaires ayant reçu une formation (désagré par genre) | Nombre | Nd | 491 h 258 f | |
| C4R3. Les groupes cibles disposent des capacités requises pour valoriser les investissements productifs et sociaux qui ont été réalisés avec l'appui du programme | | | | |
| Nombre de personnes ayant participé aux sessions d'auto-évaluation / par genre | Nombre | Nd | 0 | |
| Indicateurs de second niveau Nombre d'activités identifiées par les groupes cibles retenues dans les PDESC et mises en œuvre | Nombre | Nd | 35 ¹¹ | Il s'agit d'infrastructures de santé, d'éducation, et pastorales |
| Nombre de structures de gestion des infrastructures d'intérêt public constituées et fonctionnelles | Nombre | Nd | 0 | |
| Proportion de femmes membres des structures de gestion | | Nd | Nbre | |
| COMPOSANTE 5 : Gestion et suivi-évaluation du programme | | | | |
| C5R1. Les organes de gestion, de coordination et d'appui conseil du programme sont fonctionnels | | | | |
| Indicateurs de premier niveau Organes de pilotage du programme mis en place (Comité de Pilotage, comité technique de coordination, Unité de Gestion de Projet) | Nombre | 03 | 03 | |
| UGP mise en place | Nombre d'agent | 27 | 8 | 74,09 % du personnel a été licencié en décembre 2012 |
| Locaux de l'UGP disponibles et équipés | Nombre | 01 | 0 | Les locaux de l'UGP ont été pillés et vandalisés par les groupes armés |
| Organes de gestion et de supervision du FIGR mis en place | Nombre | 01 | 01 | Le contrat avec le prestataire chargé de l'administration du FIGR est arrivé à terme |
| C5R2. Les opérateurs du programme disposent des capacités d'intervention pour réaliser leurs missions | | | | |
| Taux de décaissement des ressources affectées aux Opérateurs du Programme | Pourcentage | 100% | Opérateur Spécialisé : 100% Opérateurs d'appui Kidal Tin essako : 100% Opérateur d'appui Tessalit Abeibara: | Les contrats avec les différents opérateurs sont arrivés à terme en décembre 2012 |

¹¹ Les activités identifiées par les groupes cibles retenue dans les PDSEC et mise en œuvre sont : construction du CSCOM de Tassik, le cscm d'intibaz, construction et équipement d'un dortoir pour élèves et d' logement pour enseignant à Djarhi, construction d'un CED à Kidal, d'un CED à Anefif , d'un CDPE à Kidal, constrution d'une clôture à Kidal, équipement d'école en système d'éclairage, solaire Takalote, Réhabilitation de 6 salles de classe, réhabilitation de 3 salles de classe, réhabilitation d'un cscm à Abeibara, construction d'un CED à Abeibara, construction d'un CDPE à Tinzwatène, construction d'cscm à Talabit, construction d'un centre d'alphabétisation à Tessalit et d'un centre d'alphabétisation à Adiel Hoc, construction et équipement d'un logement scolaire à Inabag, construction et équipement d' un CED à Adiel Hoc, construction et équipement d'un CDPE à Amachach, construction et équipement d'un CDPE à Adiel Hoc, construction d'une cloture à Inam, équipement d'école en système d'éclairage solaire Inakafel, construction du Cscm de Tin Essako, construction d'un centre d'alphabétisation à Tin essako, équipement d'école en système d'éclairage solaire Achibogho, réhabilitation des (8) Huit puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination à Takalot, réalisation d'un parc de vaccination à Anefif, réhabilitation de 7 sept puits pastoraux, réalisation d' un marché à bétail, réhabilitation de 9 neuf puits pastoraux, réalisation d'un parc de vaccination, réhabilitation de six puits pastoraux.

| | | | | |
|---|-----------------|------|---|--|
| | | | 100% Réseau privé d'appui sanitaire de proximité : 100% | |
| Nombre d'animateurs recrutés par les opérateurs du programme (par genre) | Nombre | 11 | 15 (4F et 11H) | En plus des 11 animateurs prévus, quatre animatrices ont été recrutées pour renforcer les équipes |
| C5R3. Les mécanismes de sélection des requêtes et d'allocation des ressources du Fonds pour les Initiatives Génératrices de revenus sont mis en place et fonctionnels | | | | |
| Taux de décaissement du FIGR par catégorie d'investissement (maraîchage / élevage) et par catégorie de bénéficiaires (associations / particuliers, hommes / femmes) | Pourcent age | 100% | Elevage : 40,80% Maraîchage : 33 ,76% Gestion et Atténuation des risques : 24,74% Autres : 0,7% | |
| C5R4. Les mécanismes de suivi/évaluation sont définis et fonctionnels | | | | |
| Cellule de suivi – évaluation mise en place et opérationnelle | Nombre | 1 | 1 | |
| Nombre d'indicateurs RIMS suivis | Nombre | Nd | 13 ¹² | |
| Nombre d'activités de prévention de crise | Nombre | Nd | 3 | Appui à l'accès à l'eau pour les hommes et le bétail ; appui à l'accès à l'aliment bétail ; appui à la commercialisation du bétail |
| Nombre d'indicateurs désagrégés par genre | Nombre | Nd | | |
| C5R5. Le système de suivi/évaluation est mis en place en conformité avec RIMS | | | | |
| Nombre d'indicateurs RIMS suivis | Nombre | Nd | 12 | |
| C5R6. Le système de suivi évaluation est harmonisé avec celui du PIDRN | | | | |
| Nombre d'indicateurs RIMS communs | Nombre | Nd | 13 | |
| Nombre de procédures de collecte et traitement harmonisées | Nombre | Nd | 12 | |
| C5R7. Le système de suivi – évaluation alimente la réflexion au niveau de la cellule de dialogue sur les politiques | | | | |

¹² Les Fiches de collectes des données relatif aux activités du programme (sur les processus de l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, données sur le processus d'actualisation des PDSEC, sur le processus de réalisation des marchés avec maîtrise d'ouvrage communale, données sur PDSEC/PAI actualisés, données de base à collecter sur les infrastructures de production, sur les infrastructures, Hydraulique, sur les CSCOM, sur les marchés à bétail, sur la mise en valeur des infrastructures de production, sur la fonction des CSCOM, sur les formations, sur les marchés à bétail, sur les AGR)

| | | | | |
|---|-------------|------|------------------|--|
| Nombre d'études thématiques réalisées | Nombre | 16 | 14 ¹³ | |
| Nombre d'ateliers d'échange et de réflexion organisés | Nombre | Nd | 6 | |
| Pourcentage de décaissement : Prêt FIDA | Pourcentage | 100% | 37,60% | |
| Pourcentage de décaissement : Don FBSA | Pourcentage | 100% | 37,04% | |
| Pourcentage de décaissement : Prêt BOAD | Pourcentage | 100% | 13,35% | |
| Pourcentage de décaissement : GRM | | 100% | 51,75% | |
| Pourcentage de décaissement : Bénéficiaires | | 100% | 7,61% | |

¹³ Les différentes études réalisées sont : Etude prospective sur les spéculations agricoles, étude sur la médecine vétérinaire traditionnelle, étude sur les causes de l'avortement dans les espèces camélines et caprines, étude sur les technique et pratiques traditionnelles d'élevage camelin. Etude sur la pauvreté, l'étude sur les stratégies de l'éducation, étude sur les stratégies de la santé, l'enquête SYGRI, l'élaboration des schémas d'aménagement communaux, l'étude sur la mobilisation des ressources fiscales des collectivités territoriales, l'étude sur le commerce transfrontalier, l'étude sur la valorisation des SAC, l'Etude d'évaluation du potentiel de charge des parcours pastoraux, l'Etude hydrogéologique et géophysique pour la réalisation de 18 puits citernes et de 30 puits modernes.

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

| Domaine d'action | Mesure convenue | Date | Responsabilité | Avancement |
|--|---|------------|-------------------|------------|
| Exécution du projet | | | | |
| Lancement d'appel d'offres | Prendre une décision rapide, en rapport avec la BOAD et la tutelle, afin de procéder au lancement des appels d'offres pour la réalisation des points d'eau. | Immédiat | PIDRK | |
| Collaboration PIDRN/PIDRK | Renforcer la collaboration PIDRN/PIDRK par la poursuite de l'affinement des outils de travail à partir du logiciel acquis, par la présence à Bamako de l'Assistant en Suivi-évaluation du PIDRK. | Immédiat | PIDRK | |
| Octroi des noyaux de caprins | Accompagner le processus d'octroi des noyaux de caprins d'un système de suivi permettant d'assurer les remboursements requis, y compris au-delà de l'existence du PIDRK. | Continu | PIDRK/DRPIA | |
| Système de suivi opérationnel du maraîchage. | Les apports du Programme en faveur du maraîchage devront faire l'objet de suivi à l'image des noyaux de petits ruminants. En l'absence d'un système de suivi opérationnel, le Programme devra, en rapport avec les services de l'agriculture, s'appuyer sur des paysans relais pour la collecte des informations relatives, notamment à la situation des producteurs et des productions au niveau des sites concernés | Continu | PIDRK/Agriculture | |
| Résultats | | | | |
| Commande équipements | Procéder à la commande des équipements, mobiliers et moyens logistique pour les 2 autres nouveaux CScCom qui viennent d'être achevés à Telabit et Tin Essako. | Avril 2013 | PIDRK/OMS | |
| Dotation équipements | Doter les CScCom de Tassik et Intibzaz en équipements, mobiliers et moyens logistiques qui ont été déjà livrés par l'intermédiaire de l'OMS à Kidal pour la mise en œuvre du PMA | Mai 2013 | PIDRK | |
| Reprise des cours | Appuyer les communautés dans la relance de la reprise des cours au niveau des écoles de la ville de Kidal à travers la fourniture des kits scolaires aux élèves, de matériels didactiques aux enseignants et des vivres pour maintenir les élèves et enseignants constitués, en majorité, de volontaires | Avril 2013 | PIDRK | |
| Achèvement des travaux | Echanger avec les responsables régionaux de l'éducation et les communes, où des investissements ont connu un début d'exécution, pour l'achèvement des travaux et leur équipement pour améliorer le système éducatif dans la région de Kidal | Juin 2013 | PIDRK | |
| Durabilité | | | | |
| Continuité des soins | Assurer la disponibilité des 11 agents de santé contractuels d'Avril à décembre 2013 pour la continuité des soins de qualité dans les 5 CScCom en attendant le retour définitif des agents de l'administration dans la | Mars 2013 | PIDRK/OMS | |

| | | | | |
|---|--|--------------|--------------------------------|-------------------|
| | région. | | | |
| Collaboration avec les communes | Collaborer avec les communes des aires de santé de Tassik et Intibaz pour l'ouverture des 2 nouveaux CScCom relevant de leurs communes respectives. | Mai 2013 | PIDRK | |
| Aspects fiduciaires | | | | |
| Logiciel de gestion financière et comptable | Revoir le paramétrage analytique du logiciel de gestion financière et comptable en prenant en compte tous les axes d'analyse techniques conformément aux documents de base du Programme | 30/04/13 | RAF/GC/Responsables techniques | A mettre en œuvre |
| Personnel | Procéder à l'évaluation du personnel avec l'appui d'un consultant externe | 31/05/13 | CSA/Directeur | |
| Immobilisation | Autoriser l'achat d'un véhicule d'un véhicule à Bamako en complétant l'indemnisation reçue de la compagnie d'assurance par le fond de contrepartie | 30/06/13 | CSA/FIDA | A mettre en œuvre |
| Mobilisation des ressources | Transmettre toutes les DRF en instance de soumission : 25 et 26/Prêt FIDA ; n°6/Don FBSA ; n°11/BOAD | 31/03/13 | Directeur/RAF | En cours |
| Comptes spéciaux | Régulariser tous les écarts en moins sur les comptes spéciaux : 3 864 293 FCFA/Prêt FIDA ; 656 457 FCFA/ Don FBSA ; 1 858 060 FCFA/BOAD, correspondant notamment à des préfinancements de taxes pour le compte de la contrepartie, dès le paiement des DRF correspondantes | Pour mémoire | RAF/GC | A mettre en œuvre |
| Contrepartie Etat | Assurer un suivi rapproché du BSI de l'année 2013 de 62 500 000 FCFA | 30/06/13 | RAF | A mettre en œuvre |
| Revue des ECD | S'assurer de l'exhaustivité des pièces dans les liasses de règlement des ECD | Pour mémoire | RAF/GC | En cours |
| Comptabilité | Transmettre les états financiers de 2012 de Programme au FIDA avant l'échéance | 31/03/13 | Directeur/RAF | En cours |
| Audit des comptes | Transmettre le rapport d'audit au FIDA avant l'échéance | 30/06/13 | Directeur/RAF | En cours |

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI, au 28 février 2013.

| | Résultats | Unité | Prévision | Exécution | | Cumulatif | | |
|--|--|--------|-----------|-----------|-----------|---------------|---------------|------------------|
| | | | PTBA | Réalisé | % de PTBA | Préévaluation | Réalisé | % Pré-évaluation |
| | Personnes ayant bénéficié des services du projet | Nombre | 45 190 | 45 190 | 100% | S | 58 690 | |
| | Personnes ayant bénéficié des services du projet | Homme | 27 088 | 27 088 | 100% | | 33 568 | |
| | Personnes ayant bénéficié des services du projet | Femme | 18 102 | 18 102 | 100% | | 25 122 | |
| Sous-composante | | | | | | | | |
| Nom de la sous-composante | | | | | | | | |
| Amélioration de l'accès aux ressources pastorales | Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état | Nombre | | | | 78 | 29 | 37% |
| | Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols | Ha | | | | 125 | 65 | 52% |
| Amélioration de la couverture sanitaire du cheptel | Autres infrastructures construites/remises en état | Nombre | | | | 10 | 3 | 30% |
| | Personnel des prestataires de services formé | Nombre | | | | 15 | 15 | 100% |
| Appui à la Commercialisation des produits agropastoraux | Installations de commercialisation aménagées/remises en état | Nombre | | | | 5 | 2 | 40% |

| | | | | | | | | |
|--|--|--------|-------|-------|------|-------|--------|------|
| Amélioration et diversification des revenus des groupes vulnérables | Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel | Nombre | | | | 1 000 | 0 | 0% |
| | Autres infrastructures construites/remises en état | Nombre | | | | 50 | 15 | 30% |
| | Installations de transformation aménagées/remises en état | Nombre | | | | 75 | 13 | 17% |
| | Groupes de commercialisation formés/consolidés | Nombre | | | | 75 | 15 | 20% |
| | Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés | Nombre | | | | 180 | 45 | 25% |
| | Personnes ayant accès au fonds destinés au développement | Nombre | | | | 5 000 | 2 744 | 55% |
| | Ménages ayant accès aux services zoo sanitaires mis en place | Nombre | 9 000 | 9 000 | 100% | so | 43 975 | 100% |
| Sous-composante Santé/VIH- SIDA/ Nutrition | Centres de soins construits/remis en état | Nombre | | | | 6 | 5 | 83% |
| | Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés | Nombre | | | | 120 | 49 | 41% |

| | | | | | | | | |
|---|---|--------|--|--|--|-----|-----|------|
| | Travailleurs et volontaires communautaires formés | Nombre | | | | 200 | 113 | 57% |
| Sous-composante Education | Écoles construites/remises en état | Nombre | | | | 50 | 15 | 100% |
| | Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés | Nombre | | | | 325 | 135 | 42% |
| | Travailleurs et volontaires communautaires formés | Nombre | | | | 200 | 60 | 30% |
| Renforcement des Capacités et Genres | Personnes formées en gestion des ressources naturelles | Nombre | | | | 65 | 0 | 0% |
| | Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole | Nombre | | | | 200 | 45 | 23% |
| | Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole | Homme | | | | Nd | 35 | |
| | Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole | femme | | | | Nd | 10 | |
| | Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle | Nombre | | | | 200 | 75 | 38% |
| | Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle | Homme | | | | Nd | 65 | |

| | | | | | | | | |
|--|--|--------|--|--|--|---------|----|------|
| | Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle | femme | | | | Nd | 10 | |
| | Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale | Nombre | | | | 750 | 42 | 6% |
| | Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale | femme | | | | 750 | 42 | |
| | Aménagement Bureau du Programme | | | | | 1 | 1 | 100% |
| | Acquisition des véhicules Pick-up 2 cabines | | | | | 30 | 15 | 50% |
| | Acquisition de motos | | | | | 56 | 28 | 50% |
| | Acquisition des équipements informatiques et accessoires | | | | | 20 | 27 | 135% |
| | Acquisition des équipements et mobiliers de bureau | | | | | Forfait | | |
| | Mise en place d'un système de S&E | | | | | 1 | 1 | 100% |
| | Mise en place d'un système comptable | | | | | 1 | 1 | 100% |
| | Mise en place d'un système informatique de S&E | | | | | 1 | 1 | 100% |
| | Formation en matière de passation des marchés | | | | | 2 | 0 | |

| | | | | | | | | |
|--|--------------------------------------|--|--|--|--|---------------|--------------|------|
| | Réalisation des voyages d'études | | | | | 150 pers/jour | 72 pers/jour | |
| | Réalisation des voyages d'études | | | | | 8 | 10 | 125% |
| | Fonctionnement et charge récurrentes | | | | | 6 | 6 | 100% |

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

| Source de financement | Pré évaluation (USD 000) | Approbation (USD 000) | Décaissements (USD 000) | Pourcentage De décaissement |
|--|------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------------|
| Prêt FIDA | 11 336 | 11 336 | 4 261,78 | 37,60% |
| Don FBSA | 3500 | 3 500 | 1 296,24 | 37,04% |
| BOAD | 5 029 | 5 392 | 718,75 | 13,33% |
| Gouvernement | 2 709 | 2 709 | 1 401,99 | 51,75% |
| Bénéficiaires | 257 | 257 | 19,57 | 7,61% |
| TOTAL | 22 831 | 23 194 | 7 698,33 | 33,19% |
| Décaissements: Prêt/FIDA : sources/LGS (données FIDA) ; | | | | |
| BOAD & Gouvernement : Taux du 27/02 /2013 ; 1 USD = 500,65FCFA | | | | |

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

| Composantes | Prêt/FIDA | | | BOAD | | | FBSA | | | Gouvernement | | | Bénéficiaires | | | Total | | |
|--|-----------|----------|--------|----------|----------|--------|----------|----------|--------|--------------|----------|---------|---------------|----------|-------|----------|----------|--------|
| | Approuvé | Décaissé | % | Approuvé | Décaissé | % | Approuvé | Décaissé | % | Approuvé | Décaissé | % | Approuvé | Décaissé | % | Approuvé | Décaissé | % |
| Appui à la valorisation du potentiel agro pastoral | 1071 | 359,70 | 33,59% | 5225 | 633,46 | 12,12% | | | | 1182 | 409,83 | 34,67% | 257 | 19,57 | 7,61% | 7735 | 1 422,55 | 18,39% |
| Amélioration et diversification revenus | 3341 | 641,18 | 19,19% | | | | | | | | | | | | | 3341 | 641,18 | 19,19% |
| Amélioration de l'accès services sociaux | | | | | | | 3344 | 1 198,54 | 35,84% | 602 | 336,68 | 55,93% | | | | 3946 | 1 535,22 | 38,91% |
| Renforcement de capacités des acteurs | 3911 | 716,03 | 18,31% | | | | | | | 617 | 175,97 | 28,52% | | | | 4528 | 892,00 | 19,70% |
| Gestion & Suivi évaluation | 3013 | 2 544,88 | 84,46% | 167 | 85,30 | 51,08% | 156 | 97,70 | 62,63% | 308 | 479,42 | 155,66% | | | | 3644 | 3 207,30 | 88,02% |
| TOTAL | 11336 | 4 261,78 | 37,60% | 5392 | 718,75 | 13,33% | 3500 | 1 296,24 | 37,04% | 2709 | 1 401,91 | 51,75% | 257 | 19,57 | 7,61% | 23194 | 7 698,25 | 33,19% |

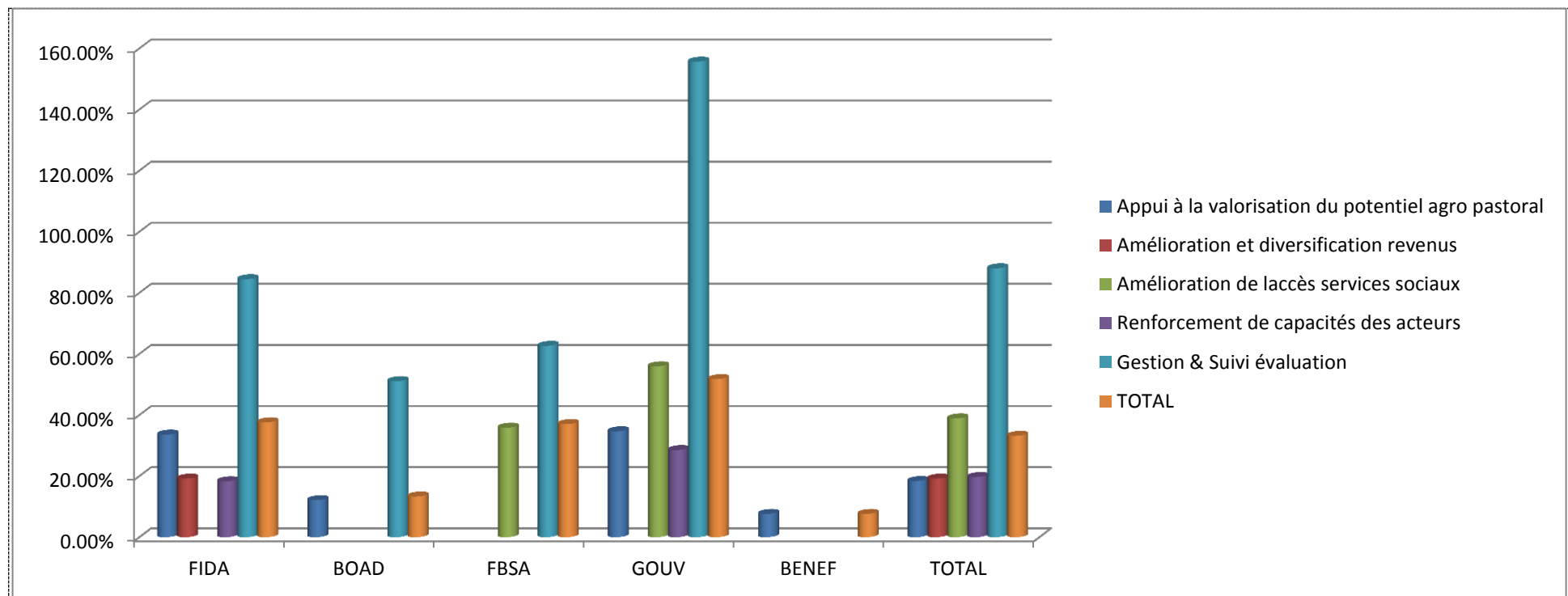
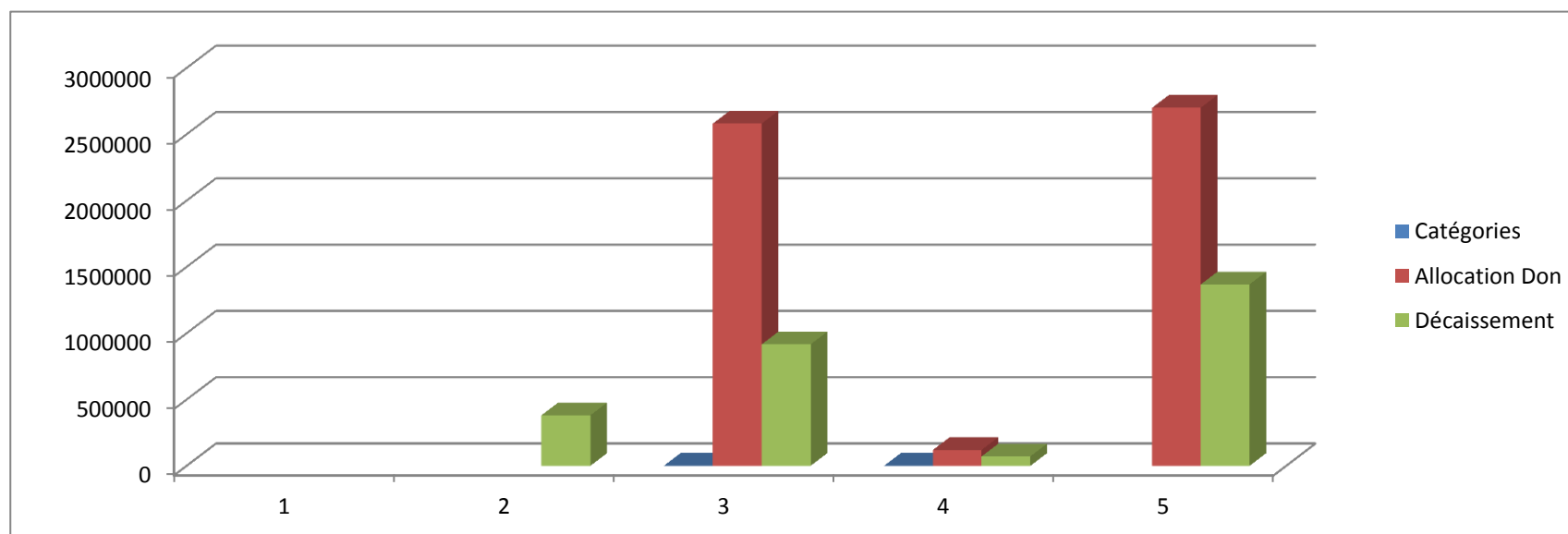


Tableau 5C: Décaissements sur le prêt du FIDA

| Description | Catégories | Allocation Prêt | Allocation Don | Décaissements DRF N°01 à N°24 | Soldes | Taux | DRF 25& 26 en instance d'envoi | Total | Taux |
|---|--------------|------------------|----------------|-------------------------------|--------------|---------|--------------------------------|--------------|----------------|
| Avance démarrage | | | | 484 171,52 | | | | 484 171,52 | |
| Génie rural et civil | I | 50 000 | | 49 856,17 | 143,83 | 99,71% | | 49 856,17 | 99,71% |
| Matériel et équipement | II | 660 000 | | 183 500,98 | 476 499,02 | 27,80% | 4 547,83 | 188 048,81 | 28,49% |
| Véhicules et moyens de transport | III | 257 000 | | 332 228,24 | -75 228,24 | 129,27% | | 332 228,24 | 129,27% |
| Etudes, formation et appui technique | IV | 1 310 000 | | 490 086,85 | 819 913,15 | 37,41% | 54 710,28 | 544 797,13 | 41,59% |
| Fonds Initiatives Génératrices de Revenus | V | 1 957 000 | | 432 636,06 | 1 524 363,94 | 22,11% | 37 975,19 | 470 611,25 | 24,05% |
| Contrat opérateurs et services | VI | 222 000 | | 194 512,24 | 27 487,76 | 87,62% | 24 791,86 | 219 304,10 | 98,79% |
| Fonctionnement et entretien | VII | 823 000 | | 220 191,77 | 602 808,23 | 26,75% | 21 592,28 | 241 784,05 | 29,38% |
| Personnel | VIII | 1 620 000 | | 614 948,99 | 1 005 051,01 | 37,96% | 170 359,28 | 785 308,27 | 48,48% |
| Non Alloué | IX | 801 000 | | 0,00 | 801 000,00 | 0,00% | | 0,00 | 0,00% |
| | TOTAL | 7 700 000 | | 3 002 132,82 | 4 697 867,18 | 38,99% | 313 976,73 | 3 316 109,55 | 43,07% |

Image 1: Décaissements sur le prêt/don FIDA, comparaison entre les allocations originales et amendées et taux effectif de décaissement



Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

| Section | Disposition de l'Accord | Date butoire de l'action/objectif | Avancement/date de la conformité | Observations |
|-------------------------|-------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|---|
| Section 3.05 (a) | Contrepartie de l'Etat | 30/06/2013 | En cours | Un montant de 62 500 000 titre du BSI premier semestre de l'année 2013. |
| Section 3.05 (b) | Frais ANICT | | | |
| Section 4.02 | Rapports d'activités | 31/03/201/ | En cours | Le rapport du premier semestre 2012 n'a pas été envoyé au FIDA, le rapport annuel 2012 est finalisé, il sera envoyé avant l'échéance. |
| Section 5.01 | Etats financiers | 31/03/2013 | En cours | L'arrêté des comptes 2012 est en cours et les états financiers seront transmis au FIDA avant l'échéance. |
| Section 5.02 (a) | Rapports d'audit | 30/06/2013 | En cours | Le Programme attend l'ANO sur les TDRs pour lancer le processus de recrutement de l'auditeur. |
| Section 5.02 (c) | Audit interne | NA | NA | Il n'y a plus d'auditeur interne au de la CNPPF. |

Appendice 7: Gestions des savoirs : apprentissage et innovation

Programme Intégré de Développement Rural de la Région de Kidal évolue dans une zone instable sur le plan sociopolitique et difficile eu égard à la rigueur du climat. Le Programme s'est évertué, pour atteindre ses objectifs, à s'adapter à son environnement. La recherche de stratégies appropriées permettant d'améliorer la mise en œuvre des actions qui sont souvent confrontées à des obstacles conjoncturels et/ou structurels, a conduit à expérimenter des innovations que le PIDRK peut partager.

La Réalisation de parcs de vaccination mixtes (Bovins et Camelins)

Dans le domaine de la santé animale, la situation du cheptel se caractérisait par une faible couverture sanitaire et la persistance de nombreuses maladies (charbons bactérien et symptomatique, péripneumonie contagieuse bovine, clavelée, peste des petits ruminants, etc.). Il en résulte des mortalités élevées et une faible productivité de l'élevage.

A titre de rappel, en 2012 les effectifs de la région sont estimés à 442 335 ovins, 411 691 caprins, 121 982 camelins, 15 322 bovins, 32 330 asins et 112 équins (source DRSV Kidal) soit au total 252 082 UBT¹⁴. Les camelins et les petits ruminants représentent respectivement 58,07% et 30,61%.

Les parcs de vaccination conventionnels ne permettaient pas la vaccination des camelins à cause de leur conception inadaptée, à cela s'ajoute les croyances locales qui véhiculent que l'espèce cameline est suffisamment robuste pour résister aux maladies animales. C'est ainsi que les camelins ont été longtemps en marge de la vaccination du cheptel.

Le PIDRK a appuyé la mise en place du Réseau Privé d'Appui Sanitaire de Proximité constitué d'un vétérinaire et de douze auxiliaires en santé animale (issus des communes) formé et équipés. Des activités de sensibilisation des éleveurs sur les maladies animales les plus courantes ainsi que sur les bonnes pratiques (médecine traditionnelle...) d'élevages ont été menées.

Au cours de la réalisation des parcs de vaccination, l'innovation a été la conception de parc de vaccination pouvant accueillir aussi bien les bovins que les camelins en collaboration avec les services techniques (DRGR, DRPIA et DRSV). Les camelins constituent la principale richesse de la région 58,07% du total de la région en UBT. La première campagne de vaccination pour camelins a été menée sur le site de Takalot avec succès. D'autres parcs de vaccination de ce type ont été construits dans la région à Takalot, Anéfif et Tinnezé.

La réalisation de niche pour motopompes pour les puits maraichers

Il était prévu initialement, la réhabilitation/réalisation de puits maraichers avec bassins dans le cadre de l'installation de jardins oasiens. L'innovation a consisté à une valorisation du savoir-faire paysan par la réalisation d'une niche (en béton) pour motopompe à côté du puits, dotée d'un escalier métallique d'accès et d'une fermeture métallique à deux battants. En effet, pour faciliter l'exhaure à l'aide d'une motopompe (technique très répandue à Kidal), les maraichers creusent une niche de fortune parallèlement au puits, pour compenser la puissance de la motopompe par rapport à la profondeur de la nappe. Les niches traditionnelles qui sont à ciel ouvert provoquent des éboulements et endommagent gravement le cuvelage qui est mis à nu.

L'amélioration de la compétitivité des prestataires au niveau local et l'appui technique du Programme aux collectivités territoriales en matière de passation de marchés

¹⁴ La conversion a été faite sur la base des équivalences suivantes: 1 bovin = 0,8 UBT; 1 ovin = 0,1 UBT; 1 caprin = 0,8 UBT; 1 asin = 0,5 UBT; 1 équidé = 1 UBT; 1 camelin = 1,2 UBT

En conformité avec la politique nationale de décentralisation, le programme travaille en partenariat avec les collectivités territoriales en charge du développement local pour l'identification, la sélection et la réalisation des investissements sociocommunautaires relevant de leur compétence.

Face à la faiblesse voire l'inexistence de ressources humaines qualifiées au niveau des collectivités territoriales de la région, particulièrement en matière de passation des marchés ; l'UGP a assuré un appui en renforcement des capacités des élus et du personnel de l'administration des collectivités dans le domaine de la maîtrise d'ouvrage. Le Programme a jugé nécessaire de s'impliquer dans le processus de passation des marchés pour garantir la réalisation et la qualité des ouvrages tout en respectant les prérogatives des collectivités (maîtrise d'ouvrage...).

Ainsi, les différents dossiers d'appel d'offre ont été réalisés par les collectivités, avec l'appui de l'UGP (en partenariat avec les directions techniques de l'Etat¹⁵) qui assure le travail technique: publication des avis, PV de dépouillement des offres, PV d'adjudication... Cependant durant tout le processus la collectivité assure pleinement la maîtrise d'ouvrage : présidence, signature des avis et des rapports, l'UGP veille au respect des normes techniques et la conformité des offres proposées par le biais de son personnel spécialisé et de l'expertise des services techniques. Cette démarche a permis non seulement de renforcer la collaboration entre l'UGP et les collectivités, mais aussi d'améliorer le processus de passation des marchés, d'optimiser le choix des prestataires, de favoriser la qualité des ouvrages tout en garantissant à la collectivité son rôle de maître d'ouvrage.

Les Opérateurs d'Appui du Programme ont été renforcés à travers la formation de leur personnel sur l'approche programme, en suivi évaluation, en animation et sur des thématiques spécifiques. Leur dotation en matériels roulants et en matériels bureautiques. Sur le plan administratif le personnel a bénéficié d'un contrat en bonne et due forme, à l'inscription des agents à la sécurité sociale, à la bancarisation des salaires qui constituent une meilleure organisation structurelle de ces prestataires.

Le Programme à travers les dizaines de marchés attribués en grande majorité aux entreprises locales a contribué considérablement à renforcer ces entrepreneurs, qui ont mieux compris le processus de passation des marchés et les exigences des marchés publics et possèdent des entreprises plus solides. Leur action a également permis de recruter des centaines de jeunes au chômage.

¹⁵ Le PIDRK a signé des conventions de partenariat avec les services techniques de l'Etat pour profiter et faire profiter les autres acteurs du Programme de leur expertise. Ces directions techniques ont bénéficié de moyens logistiques (véhicules, motos, matériels informatiques...) et de formations à leur demande